



Massacre du 17 Octobre 1961

## Une date gravée dans la mémoire de la nation algérienne

56 ans sont passés depuis le massacre d'Algériens sortis manifester pacifiquement, commis à Paris le 17 octobre 1961 par la police de Maurice Papon. Une date qui «demeurera à jamais gravée» dans la mémoire de la nation algérienne, a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Page 3

### Prix du pétrole

## Le Brent s'approche des 58 dollars à Londres

Page 6

## Rumeurs autour d'un éventuel remaniement ministériel

# Le démenti du Premier ministre

Le Premier ministre a réagi hier, aux rumeurs colportées ces derniers jours autour d'un éventuel remaniement du gouvernement, en apportant un démenti net et catégorique à cette option.

Page 2



### Equipe nationale

## Madjer répondra à ses détracteurs

Page 18



### Nouvelle loi sur les hydrocarbures

## Retour à la loi Khelil ?

tiques. Ces amendements, qui ne seront décidément pas les premiers du genre sous l'ère du Président Bouteflika promettent de s'adapter à la réalité du marché pétrolier qui a sérieusement mis à mal le budget de l'Etat. On ne connaît ni pas vraiment l'ampleur des changements à venir, mais on peut néanmoins en esquisser les contours, au vu des annonces faites cette semaine. Et, par certains aspects, impossible de ne pas reconnaître l'esprit de la loi voulue par Chakib Khelil, lors de son inoubliable passage à la tête du ministère de l'Energie, entre 2000 et 2006.

Ce qu'on l'on sait aujourd'hui, c'est que les premières moutures de l'amendement de la loi sur les hydrocarbures actuelle seront finalisées en juin 2018, ce qui signifie une entrée en vigueur aux environs de fin 2019/début 2020. Il faudra, selon les responsables du secteur au

moins 6 mois pour «définir les grands axes de la révision de la loi sur les hydrocarbures en vigueur».

En premier chef, c'est le premier ministre, Ahmed Ouyahia qui a expliqué qu'une révision de la loi sur les hydrocarbures en vigueur était nécessaire «pour attirer de nouveaux investisseurs et améliorer les recettes financières du pays». Les observateurs n'ont pas été étonnés, dans ce cadre, d'entendre le ministre de l'énergie, M. Guitouni, signaler que la plupart des appels d'offres lancés par l'Algérie pour la recherche et l'exploration pétrolières s'étaient avérés infructueux. Cette situation dure depuis 2005, depuis que le gouvernement avait annoncé la proche entrée en vigueur de la loi Khelil, laquelle était, on s'en souvient restée lettre morte.

Page 4

### Paiement en ligne

## Les établissements financiers algériens sont prêts

Le commerce électronique, qui compte une quinzaine de sites Web, sera encadré par un projet de loi, adopté par le Conseil des ministres et sera soumis prochainement au Parlement. Dans ce cadre, la ministre des TIC annonce que les établissements financiers tels les banques et Algérie Poste, sont prêts pour le paiement en ligne.

Page 2



Par Nabil Benali

**C**habik Khelil voulait faire de Sonatrach un opérateur comme les autres, confier la concurrence à Alnaft et, surtout, limiter l'Etat à un rôle de régulateur et de collecteur de taxes. Est-ce la philosophie de la réforme annoncée pour le court terme ?

Le débat sur la réforme de la loi sur les hydrocarbures passionne les économistes, les énergéticiens et les poli-



Paiement en ligne

## Les établissements financiers algériens sont prêts

**Le commerce électronique, qui compte une quinzaine de sites Web, sera encadré par un projet de loi, adopté par le Conseil des ministres et sera soumis prochainement au Parlement. Dans ce cadre, la ministre des TIC annonce que les établissements financiers tels les banques et Algérie Poste, sont prêts pour le paiement en ligne.**



Par Karima Nacer

L'annonce a été faite hier par la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Feraoun. Quasiment tous les établissements financiers du pays sont prêts que ce soit les banques ou Algérie Poste pour le paiement en ligne. Quelques dispositions qui étaient nécessaires pour protéger le consommateur sont prévues dans le projet de loi sur le commerce électronique, a précisé Mme Feraoun sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne. Ce projet de loi, adopté le 4 octobre dernier par le Conseil des ministres, sera examiné par l'Assemblée populaire nationale (APN) en fin d'année ou durant le premier trimestre de 2018, a-t-elle fait remarquer. Le projet de loi vise plus à encadrer le commerce électronique que de le réguler, a-t-elle dit, relevant que ce type de

commerce n'est pas très pratiqué dans le pays et qu'il n'existe qu'une quinzaine de sites Web qui exercent dans ce créneau en dehors de toute réglementation. Cette nouvelle loi vise à encadrer les droits et les obligations du commerçant, les droits du consommateur, les modalités d'application, notamment les pénalités en cas d'activité non réglementée et les modalités de la mise en œuvre du paiement en ligne pour protéger la confidentialité des transactions électroniques et des données du citoyen. Cette loi prévoit que les plates-formes de paiement électroniques doivent être impérativement sécurisées et répondre à une certaine norme de confidentialité et de sécurisation qui seront fixées par la banque d'Algérie, selon la ministre pour qui ces plates-formes ne peuvent être hébergées que par les banques et par Algérie Poste afin d'éviter qu'elles ne soient hébergées anarchiquement par des sous-traitants ou par des entre-

prises qui ne répondent pas aux normes des établissements financiers agréés par la Banque d'Algérie.

La ministre des TIC a relevé que tout ce qui est légal sera commercialisé électroniquement sauf les médicaments, le tabac, les jeux du hasard et les produits alcoolisés, tout comme il est également interdit de vendre des équipements sensibles et produits prohibés. Ainsi, un commerçant souhaitant commercialiser ses produits en ligne devra impérativement héberger son site Web en Algérie avec le domaine.dz. Mme Feraoun a, en outre, fait état de l'introduction, dans la loi de finances 2018, de l'obligation pour tout commerçant de se doter d'un terminal de paiement électronique (TPE) avant la fin de 2019.

«Nous avons demandé d'introduire, dans la loi de finances de 2018, un délai d'une année pour l'ensemble des commerçants de se doter d'un TPE (coût inférieur à 100 000 DA) pour qu'à l'horizon

2019 un client pourra avoir le choix chez un commerçant de payer cash ou utiliser sa carte interbancaire (CIB)», a-t-elle précisé, tout en exprimant son souhait de voir les industriels investir dans la fabrication de ce type d'appareils.

Sur un autre plan, la ministre a annoncé qu'Algérie Poste (AP) va contracter un prêt du FNI (Fonds national d'investissement) pour mettre en place des centres de tri automatiques du courrier, ajoutant que le Premier ministre «a donné son accord de principe pour que le FNI réserve une dotation à AP sur un prêt à taux bonifié avec une durée de remboursement qui s'étalera sur 20 ans».

Mme Feraoun a également annoncé qu'un contrat devra être signé prochainement entre Algérie Poste et Algérie Télécom pour la refonte de tous les réseaux IP d'Algérie Poste dans le cadre de la mise à niveau des bureaux de poste.

K.N.

## Un data center de dimension internationale sera réalisé en Algérie

Un data center de dimension internationale pouvant intéresser les géants de l'Internet et du multimédia dans le monde pour y héberger leurs données, sera réalisé en Algérie.

«Nous venons d'avoir un accord du Conseil des participations de l'Etat (CPE) pour la réalisation d'un data center de dimension internationale en Algérie», a indiqué hier, la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Feraoun. Ce data center sera érigé dans la zone de Lakhdaria (Bouira) où il sera relié au réseau en fibre optique terrestre et au réseau satellitaire afin qu'il puisse intéresser les géants

de l'Internet comme Facebook, Google, Youtube et Amazon, qui viendront héberger leurs données en Algérie, a expliqué la ministre, estimant que l'hébergement au niveau de ce data center sera très rentable, compte tenu du coût «moins cher» de la main-d'oeuvre par rapport aux autres pays.

Ce data center sera réalisé avec un opérateur de télécommunication de Hong Kong, considéré parmi les meilleurs au monde, a-t-elle souligné, ajoutant que ce partenaire est présent dans plus de 3 000 villes de 150 pays où il y fournit notamment des services d'hébergement, des services à valeur ajoutée et de la vidéo en ligne. «Nous avons demandé à ce

partenaire d'être présent en Algérie et de créer un joint-venture avec le groupe Algérie Telecom pour mettre en place un data center de dimension internationale», a-t-elle soutenu.

Mme Feraoun a fait état, par ailleurs, d'un autre projet, adopté par le CPE, concernant la mise en place d'un nouveau câble sous-marin en fibre optique.

«Il y a un nouveau projet pour se raccorder à un câble existant qui traverse le monde allant des Amériques jusqu'à l'Asie orientale et qui passe à proximité de l'Algérie», a-t-elle expliqué, ajoutant que la mise en œuvre de ce projet sera réalisée en partenariat avec les propriétaires du câble.

R. N.

Salon international des énergies renouvelables (ERA)

**Environ 80 exposants attendus**

Pas moins de 80 exposants algériens et étrangers sont attendus au 8<sup>ème</sup> Salon international des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable ERA 2017, qui se tiendra à Oran du 23 au 25 octobre en cours, a-t-on appris hier des organisateurs.

Les plus importants acteurs dans le domaine énergétique national prendront part à cette manifestation dont le groupe pétrolier Sonatrach et ses filiales, Sonelgaz, Naftal et des entreprises nationales activant dans les domaines de l'eau, de l'environnement et de l'économie verte, a-t-on souligné dans un communiqué de l'agence événementielle Myriade communication, initiatrice de ce salon.

Pour la participation étrangère, des entreprises versées dans les énergies renouvelables et les énergies propres de Turquie, France, Allemagne et Chine, participeront à cette manifestation d'exposition, qui se veut un espace d'échange d'expériences et d'expertise ainsi qu'une opportunité d'affaires, de coopération et de partenariat.

Ces acteurs économiques dans le domaine énergétique seront accompagnés, lors de ce salon, par des experts, des représentants de centres d'études et de recherches en la matière, de l'université des sciences et de technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran et l'Ecole nationale polytechnique d'Oran. Contactés par l'APS, les organisateurs de ce salon ont indiqué que cette nouvelle édition du salon ERA 2017 sera une opportunité pour les jeunes chercheurs des universités et des centres de recherches pour exposer leurs expériences académiques qui pourront être le point de départ d'importants projets dans le domaine des énergies renouvelables et des énergies propres.

Des expériences de projets déjà créés dans le domaine et dans le cadre du soutien par les différents dispositifs d'accompagnement de l'Etat, comme l'Ansej, la Cnac et l'Angem seront également mises en exergue durant cet événement, a-t-on ajouté.

Un panel de conférences est programmé pour cette 8<sup>ème</sup> édition, animées par des experts et des cadres des entreprises nationales du secteur de l'énergie, qui aborderont plusieurs thèmes, entre autres, le climat international et ses implications, les chantiers de forage à l'ère du photovoltaïque et le programme national des énergies renouvelables 2015-2030.

T. M.

Rumeurs autour d'un éventuel remaniement ministériel

# Le démenti du Premier ministre

Le Premier ministre a réagi hier, aux rumeurs colportées ces derniers jours autour d'un éventuel remaniement du gouvernement, en apportant un démenti net et catégorique à cette option.



Par M. Ait Chabane

Une première dans les annales politiques du pays, cette réaction renseigne sur le suivi rigoureux du Premier ministre sous la coupe de Ahmed Ouyahia de l'évolution de la scène nationale et son vif intérêt aux moindres échos de la société. En effet, le Premier ministre a affirmé, hier, qu'il n'existe aucun projet de restructuration du gouvernement ou de remaniement ministériel, apportant ainsi un démenti formel aux informations rapportées par certaines «sources». «A la différence de ce que rapportent certaines sources, il n'existe aucun

projet de restructuration du gouvernement, tout comme il n'y a, pour le moment, aucun projet de remaniement ministériel», précise le Premier ministre sur son site Internet. Cette précision de taille émise par les services du Premier ministre se veut également une mise en garde contre les adeptes de la rumeur et de la supputation qui visent à créer un climat de suspicion en cette conjoncture politique et économique cruciale que traverse l'Algérie. Aussi, à l'approche des élections locales, les langues se délient et des voix laissent libre court à toutes sortes d'informations sans qu'elles ne soient vérifiées, l'objectif étant

de détourner l'opinion nationale des réels enjeux de l'heure. Pour rappel, des sources reprises par presse interposée, ont annoncé récemment un profond lifting du gouvernement, allant jusqu'à évoquer les noms des ministres qui seraient écartés. A la différence des anciens staffs du gouvernement, le Premier ministre dirigé par Ahmed Ouyahia préfère s'impliquer pleinement dans la vie nationale, en favorisant notamment la communication institutionnelle qui a longtemps fait défaut au sein de nos institutions. En démentant formellement l'existence d'un quelconque remaniement du gouvernement, le Premier

ministère balaie les rumeurs et balise le terrain aux questions d'actualité autrement beaucoup plus importantes. Il s'agit également et surtout de préserver la stabilité et la cohésion de la société algérienne et prévenir toutes tentatives tendant à semer la zizanie et la confusion. D'un autre point de vue, la réaction du gouvernement à de simples rumeurs en apparence anodines, se veut une réponse souveraine et claire aux parties politiques et autres personnalités qui font dans le marchandage et la sur-enchère dans le seul but d'entretenir le doute et l'amalgame dans l'esprit des citoyens. C'est une réponse directe et sans détours aux voix qui se sont élevées dernièrement pour dénoncer la «duplicité du discours officiel et la multitude des centres de décision dans le sérail». Cela reflète, par ailleurs, le franc-parler du revenant à la tête du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui se distingue ainsi de ses prédécesseurs par une communication édifiante des grandes questions de l'heure et des défis cruciaux auxquels fait et fera face l'Algérie dans le court terme sur les plans économique, politique et sécuritaire. Néanmoins, le démenti du gouvernement en dit long sur les enjeux politiques actuels à l'approche d'échéances aussi capitales que les élections municipales et surtout la présidentielle de 2019 qui fait, d'ores et déjà, des vagues parmi la classe politique.

M. A. C.

Massacre du 17 Octobre 1961

## Une date gravée dans la mémoire de la nation algérienne

Par S. A. Mohamed

56 ans sont passés depuis le massacre d'Algériens sortis manifester pacifiquement, commis à Paris le 17 octobre 1961 par la police de Maurice Papon. Une date qui «demeurera à jamais gravée» dans la mémoire de la nation algérienne, a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel.

Dans un message à l'occasion du 56<sup>ème</sup> anniversaire des massacres du 17 Octobre 1961, M. Messahel a rappelé que lors de cette journée «des compatriotes, forts de leur droit à la dignité et nourris à l'école du patriotisme, sont sortis dans la rue pour marquer, de façon pacifique, leur rejet des mesures vexatoires et discriminatoires prises par les forces coloniales co», ajoutant que «sans ménagement aucun et sans nul égard pour les droits attachés à la personne humaine, ils ont été victimes d'une répression autant brutale qu'aveugle et beaucoup d'entre eux devaient y laisser leur vie». «Le 17 Octobre 1961, Journée de l'émigration, demeurera à jamais gravé dans la mémoire de notre nation en ce qu'il représente, avec d'autres pages écrites du sang de tous ces martyrs tombés au champ d'honneur, le lourd tribut payé par la communauté nationale à l'étranger à la lutte du peuple algérien pour le recouvrement de son indépendance», a-t-il affirmé. Le ministre a indiqué que «ces événements

dramatiques, dont le peuple algérien garde encore les stigmates, sont commémorés, chaque année, dans la dignité et en hommage à nos compatriotes, hommes, femmes et enfants, emportés par cette violence inhumaine». Les nouvelles générations sauront, comme celles qui les ont précédées, se rappeler de ce déchaînement de violence et entretenir, dans une trajectoire intergénérationnelle, le souvenir des sacrifices consentis par le peuple algérien pour la réappropriation de sa souveraineté nationale, de tous ces chouhadas tombés au champ d'honneur et dont il convient, aujourd'hui, d'honorer la mémoire, a conclu M. Messahel. De l'autre côté de la Méditerranée, l'on commémore aussi les événements «contre l'oubli». Une cérémonie de recueillement à la mémoire des victimes a été organisée hier devant la plaque commémorative, sur le pont Saint-Michel à Paris, de ce sanglant événement. La cérémonie s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdouda, et de la maire de Paris, Anne Hidalgo, et d'une foule nombreuse constituée d'élus locaux, de moudjahidine, qui ont participé aux manifestations du 17 octobre 1961, de membres de familles de victimes, d'historiens, des membres du mouvement associatif et un groupe de lycéens de l'Ecole internationale algérienne de Paris, venus chacun déposer une rose.

Une minute de silence a été observée après le dépôt de plusieurs gerbes de fleurs dans une ambiance pleine d'émotions où on entendait des youyous et des «Allah yerham chouhada». Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie, la maire de Paris a indiqué qu'elle «reste fidèle à cette histoire commune, à cette histoire qui a ensanglanté Paris», soulignant que «notre histoire, y compris dans ce qu'elle a de tragique, doit être reconnue dans sa vérité pour qu'on puisse avancer ensemble». «Aujourd'hui, les relations entre Paris et Alger, entre la France et l'Algérie, sont des relations qui sont faites d'une histoire qui est assumée, une histoire qui se projette dans l'avenir. Je crois que c'est très important de pouvoir reconnaître la vérité historique pour se projeter dans l'avenir», a-t-elle affirmé, se disant «ravie» d'avoir eu avec l'ambassadeur d'Algérie en France des discussions sur «des engagements communs, nos deux villes, nos deux capitales». Pour elle, «il y a une belle coopération qui est engagée entre les deux pays», annonçant qu'elle retournera à Alger en 2018 pour «poursuivre cette très belle coopération». Mais cette «coopération ne saurait être complète sans le «pardon». Le président français avait promis, à partir d'Alger, lorsqu'il était candidat de «demander des excuses», ce qu'il n'a pas encore fait.

S. A. M.

Autorisations de création de services de diffusion télévisuelle thématiques

### L'arrêté sur l'appel à candidature publié au JO

L'arrêté portant lancement de l'appel à candidature pour l'octroi d'autorisations de création de services de diffusion télévisuelle thématiques a été publié au Journal officiel.

L'arrêté est lancé en vue de l'attribution de sept autorisations pour la création de sept services de diffusion télévisuelle, aux thématiques liées aux actualités politiques, économiques, sociales (programmes composés d'informations, reportages, analyses et commentaires), culture, jeunesse, art culinaire, découvertes, séries et divertissements, sports. Les entreprises, les institutions et les organismes du secteur public, ainsi que les sociétés de droit algérien, peuvent répondre à l'appel à candidature, conformément aux dispositions de la loi relative à l'activité audiovisuelle.

Les dossiers de candidature doivent être transmis en deux exemplaires à l'autorité de régulation de l'audiovisuel dans les 60 jours suivant la date de la première publication ou diffusion de l'appel à candidature dans les médias nationaux sous peine d'irrecevabilité.

Ce délai pourra être exceptionnellement prorogé de 30 jours, une seule fois, par décision de l'autorité de régulation de l'audiovisuel. Par ailleurs, la diffusion numérique satellitaire des services de diffusion télévisuelle doit obéir aux spécifications techniques de diffusion relatives au format de l'image vidéo numérique composée de la définition, de la résolution et du rapport d'aspect, à l'utilisation et le procédé de cryptage, à la norme de compression de la vidéo numérique, au mode de multiplexage, au débit de diffusion par chaîne et à la norme de diffusion par satellite.

La diffusion des programmes est en clair, sans procédé de cryptage. Les spécifications techniques de diffusion peuvent être modifiées pendant la durée de l'autorisation, objet du présent appel à candidature et ce, en fonction des standards technologiques applicables en matière audiovisuelle.

Les langues de diffusion sont les deux langues nationales et officielles. Toutefois, les langues étrangères peuvent être utilisées pour les programmes destinés à la diffusion à l'étranger.

H. L.

En tournée dans les capitales de certains pays du Sahel

### Niamey, dernière étape de Messahel

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, est arrivé hier à Niamey, dernière étape de sa tournée dans les capitales de certains pays du Sahel, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

«En provenance d'Addis Abeba, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, est arrivé ce jour à Niamey, dernière étape de sa tournée dans les capitales de certains pays du Sahel. Il a été accueilli à son arrivée par M. Amadou Marou, ministre de la Justice de la République du Niger, assurant l'intérim du ministère des Affaires étrangères», précise la même source.

M. Messahel est «porteur d'un message du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au président nigérien, Mahamdou Issoufou», ajoute le communiqué.

R. N.

Nouvelle loi sur les hydrocarbures

# Retour à la loi Khelil ?

**Chabik Khelil voulait faire de Sonatrach un opérateur comme les autres, confier la concurrence à Alnafi et, surtout, limiter l'Etat à un rôle de régulateur et de collecteur de taxes. Est-ce la philosophie de la réforme annoncée pour le court terme ?**



Par Nabil Benali

Le débat sur la réforme de la loi sur les hydrocarbures passionne les économistes, les énergéticiens et les politiques. Ces amendements, qui ne seront décidément pas les premiers du genre sous l'ère du président Bouteflika promettent de s'adapter à la réalité du marché pétrolier qui a sérieusement mis à mal le budget de l'Etat. On ne connaît ni pas vraiment l'ampleur des changements à venir, mais on peut néanmoins esquisser les contours, au vu des annonces faites cette semaine. Et, par certains aspects, impossible de ne pas reconnaître l'esprit de la loi voulue par Chabik Khelil, lors de son inoubliable passage à la tête du ministère de l'Energie, entre 2000 et 2006.

**Les observateurs n'ont pas été étonnés, dans ce cadre, d'entendre le ministre de l'énergie, M. Guitouni signaler que la plupart des appels d'offres lancés par l'Algérie pour la recherche et l'exploration pétrolières s'étaient avérés infructueux.**

Ce qu'on l'on sait aujourd'hui, c'est que les premières moutures de l'amendement de la loi sur les hydrocarbures actuelle seront finalisées en juin 2018, ce qui signifie une entrée en vigueur aux environs de fin 2019/début 2020. Il faudra, selon les responsables du secteur au moins 6 mois pour «définir les grands axes de la révi-

sion de la loi sur les hydrocarbures en vigueur».

En premier chef, c'est le premier ministre, Ahmed Ouyahia qui a expliqué qu'une révision de la loi sur les hydrocarbures en vigueur était nécessaire «pour attirer de nouveaux investisseurs et améliorer les recettes financières du pays». Les observateurs n'ont pas été étonnés, dans ce cadre, d'entendre le ministre de l'énergie, M. Guitouni, signaler que la plupart des appels d'offres lancés par l'Algérie pour la recherche et l'exploration pétro-

lières s'étaient avérés infructueux. Cette situation dure depuis 2005, depuis que le gouvernement a annoncé la proche entrée en vigueur de la loi Khelil, laquelle était, on s'en sou-

vient restée lettre morte.

Depuis, les IDE dans les hydrocarbures ont stagné, causant une baisse de la production nationale et une sorte de pression permanente entretenue par les grandes firmes pour qui seule la libéralisation totale du secteur de l'énergie est synonyme d'un basculement définitif de l'Algérie dans l'économie de marché.

Pour ainsi dire, Chabik Khelil voulait réaliser ce que les milieux d'affaires étrangers considéraient comme «la mère des réformes» et c'est le résident Bouteflika qui, rappelons-le, avait gelé cette loi, avouant au passage et lors d'un discours mémorable, qu'il s'était trompé. Somme toute, l'abandon de l'esprit de la loi Khelil, qui voulait faire de Sonatrach un opérateur comme les autres et confier à Alnafi le pouvoir de réguler un marché transparent où il se chargerait d'organiser la concurrence et de prélever l'impôt a été suivi quelques années plus tard par la LFC 2009 qui a mis en place la fameuse loi dite 51/49. C'était enfoncer le clou de l'étatisme et envoyer un signal fort en direction des marchés internationaux que le pays restera adepte des politiques protectionnistes de son marché domestique et de ses ressources. Plus tard, les autorités ont réussi à résister aux pressions extérieures (et internes parfois), jusqu'à ce que la chute du baril à la mi-2014 mette à mal cette ligne stratégique et oblige l'Etat à repenser sa position au vu de la nouvelle donne.

Aujourd'hui, sans revenir complètement à la loi Khelil, puisqu'on annonce conserver la règle du 51/49, on explique qu'il faut nécessairement «modifier la loi en vigueur de façon que l'investisseur et l'Algérie soient gagnant-gagnant».

Il y a des raisons de douter de la longévité de cette règle, au vu de la disposition affichée par les autorités à tout concéder pour attirer les investisseurs. Gageons que ces derniers ne se gêneront

pas pour se montrer encore plus exigeants à l'avenir !

En effet, on voit mal les firmes étrangères apporter argent et savoir-faire managérial et technologique pour, non seulement partager les profits avec une compagnie nationale d'un moindre niveau, mais surtout pour se faire dicter leur business plan qui, pour elles, ne peut exister en dehors d'une stratégie globale tracée sur le long terme. Autre aspect qui démontre que les autorités ont conscience de la difficulté de convaincre, la fiscalité pétrolière. M. Guitouni a évoqué récemment le dispositif fiscal qui, selon lui, est dépassé, car basé sur un baril à plus de 100 dollars alors que les prix actuels tournent autour de 50 dollars/ le baril. C'est dire si la fameuse taxe sur les superprofits sera la première à être sacrifiée, sans compter d'autres encore. Cela sera-t-il suffisant ? A voir...

En parallèle à «l'ouverture contrôlée» aux investisseurs étrangers, la nouvelle loi dit aussi favoriser la grande réforme de la compagnie nationale. Dans la loi Khelil, l'intention affichée était de parvenir, à terme, à la privatisation pure et simple de Sonatrach. Aujourd'hui, le mot «privatisation» ne figure nulle part dans le

discours officiel, mais on évoque «une réorganisation» des filiales et «une concentration» sur les métiers de base. Mais quels sont les métiers de base de la «Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation, et la commercialisation des hydrocarbures ?» Pourra-t-elle aujourd'hui s'occuper de tous les métiers en même temps ? Et s'il faut faire des arbitrages, dans quels sens les faire ? Il faudra attendre qu'on nous livre le modèle de réorganisation de Sonatrach sur lequel planche les experts du ministère de l'Energie.

En attendant, une autre question épineuse est soulevée par la réforme de la loi sur les hydrocarbures : l'avenir et la place des énergies non conventionnelles, le schiste.

A cet égard, la loi Khelil n'en parlait absolument pas en 2001-2005, pour la bonne raison que la perspective d'une exploitation du schiste paraissait lors encore lointaine, avant que les producteurs américains ne parviennent vite à maîtriser le process et ses coûts de revient.

Aujourd'hui, on parle sans tabou de l'exploitation des ressources schiste en Algérie, même si, comme veut nous rassurer le P-Dg de Sonatrach, «ce n'est pas du jour au lendemain que les choses vont se faire, car il y a beaucoup d'études et de travail à entreprendre et cela prendra du temps».

Ce qui est évident, c'est que la nouvelle loi sur les hydrocarbures inclura cette donne de manière stratégique et devra en

organiser le marché et toute la chaîne, puisque «le gaz de schiste existe et que tôt ou tard, il sera exploré».

Il reste encore une inconnue de taille, c'est l'ampleur des réformes à faire et à ne pas regretter, vu que la libéralisation annoncée pour des raisons budgétaires semble se faire à contre-

cœur. Le gouvernement devra prendre tout son temps pour bien décider des réformes.

Le FMI, juste un exemple, prévoit que le pays puisse «se rapprocher de l'équilibre budgétaire à partir de 2019», tandis que «les revenus de l'Algérie devraient représenter 32,3% du PIB en 2017 contre 29% en 2016, une hausse qui pourrait être attribuée à l'amélioration des cours de pétrole cette année». Autant de raisons pour s'en tenir à des réformes qui soient à mi-chemin entre un marché domestique totalement inaccessible et l'esprit d'une loi Khelil avec une ouverture aux quaterverts. C'est du moins ce qui est permis de dire, en attendant l'évolution du dossier...

N. B.

**Aujourd'hui, le mot "privatisation" ne figure nulle part dans le discours officiel, mais on évoque "une réorganisation" des filiales et "une concentration" sur les métiers de base.**

Sidérurgie

# La production nationale à 12 millions de tonnes/an à l'horizon 2020

La production nationale dans la filière sidérurgique devrait quadrupler à 12 millions de tonnes/an à l'horizon 2020 par rapport à 2017, indique le ministère de l'Industrie et des Mines dans un document portant sur la situation et les perspectives de la filière sidérurgique en Algérie.



**A**ux 3,5 millions de tonnes/an (Mt/an) de capacités installées actuellement (sans le complexe El Hadjar), vont venir s'ajouter 8,5 Mt/an de ceux des projets des investissements en cours de réalisation.

Cependant, précise la même source, dans le cas où le complexe El Hadjar atteindra le niveau de production projeté de 1,2 Mt/an, ces capacités globales pourraient hausser à 13,2 Mt/an en 2020.

Partant de ces projections et si les besoins de la demande nationale se maintiennent à leur niveau de 9 Mt/an enregistré en 2015, soit avant la mise en oeuvre du régime des licences

d'importation, un excédent de l'ordre de 4,2 Mt/an sera ainsi dégagé en 2020.

De surcroît, dans l'hypothèse où les projets approuvés par le Conseil national des investissements (CNI) mais non encore lancés (ETRHB Haddad Annaba, 4<sup>ème</sup> extension Tosyali, Bidewi Steel, Sarl Karatas, Insaat Acierie) venaient à être concrétisés, cet excédent de production sera alors de 9,5 Mt/an, pronostique le ministère.

Quant à la situation actuelle de la filière sidérurgique, sa production nationale a enregistré une évolution de plus de 108% en 2016 comparativement à 2010 avec un volume de l'ordre

de 2,5 Mt/an en 2016 et des prévisions de 3,2 Mt/an sur l'année 2017.

Concernant les importations des produits sidérurgiques, elles ont baissé de près d'un million de tonnes en 2016.

Les besoins du marché national en produits sidérurgiques, avant l'instauration en 2016 du régime des licences d'importation de ces produits (rond à béton et fil machine), étaient estimés à plus de 9 Mt/an pour les principaux produits sidérurgiques.

Quant à l'offre de ces produits (production nationale+importation), elle a connu entre 2010 et 2016 une nette évolution en passant de 5,54 Mt en 2010 à plus de 8,6 Mt en 2016, soit une hausse de 56%.

L'industrie nationale de la sidérurgie est dominée par quatre (4) principaux producteurs: Groupe public Imetal (10 filiales dont le complexe Sider El Hadjar), le groupe turc Tosyali (à Oran), ainsi que deux entreprises privées algériennes Lamino Attia (Annaba) et SPA Maghreb tubes (Aïn Defla).

Toutefois, il est relevé une mauvaise exploitation des déchets ferreux. A titre d'exemple, depuis 2015, des difficultés d'approvisionnement en ferraille n'a pas permis à Tosyali à tourner à pleine capacité. Pour y faire face, cette société s'est vue contrainte d'importer de la billette pour combler ce déficit.

Selon les informations communiquées par cette société, un

volume important de déchets ferreux est disponible au niveau de plusieurs entreprises publiques notamment Sonatrach et la SNCF, dont le volume est estimé à plus d'un Mt qui reste inexploité en dépit des demandes introduites par cette société pour en disposer, y compris par le biais de la société nationale de récupération, filiale du Groupe Imetal.

Les importations des principaux produits sidérurgiques enregistrées durant la période allant de 2010 à 2016 ont atteint un montant global de 36,4 milliards dollars pour un volume de 41 Mt, soit une moyenne annuelle de 5,2 milliards dollars pour 5,8 millions de tonnes.

En 2016, la facture d'importation a baissé de 18% par rapport à 2015 en s'établissant à 4,91 milliards de dollars pour un volume de 6,2 Mt.

Il est constaté que dans la structure globale des importations de 2016, trois (3) grands produits sidérurgiques totalisent, à eux seuls, plus de 70% en valeur (3,41 milliards dollars) et 60% en volume (3,75 Mt).

Il s'agit des tubes, tuyaux et profilés creux, des barres en fer ou en aciers non alliés (rond à béton) et des constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses, tours, pylônes...).

L'essentiel des importations provient des pays d'Europe (Italie, Espagne, France, Portugal, Grèce et Allemagne), de la Chine, de la Turquie et de la Russie.

R. N.

Produits agricoles

## L'Algérie sur le point d'atteindre l'autosuffisance

**L**e ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a indiqué lundi à Mostaganem, que l'Algérie est sur le point d'atteindre l'autosuffisance en produits agricoles et que tous les moyens et les conditions sont favorables pour atteindre cet objectif.

«Nous sommes sur le point d'atteindre l'autosuffisance en produits agricoles concrétisée entre 70 et 75% et nous allons parvenir à 100%», a déclaré le ministre qui donnait le coup d'envoi des festivités officielles célébrant la Journée mondiale de l'alimentation et la Journée nationale de vulgarisation agricole abritées par la wilaya de Mostaganem. Intervenant à l'université de Mostaganem en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima-Zohra Zerouati, et du représentant de l'Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation (FAO) en Algérie, Nabil Assaf, le ministre s'est dit convaincu que des investisseurs ont fait de l'agriculture une base et un moyen pour contribuer à la croissance économique, signalant que la valeur de la production agricole en Algérie est passée de 500 milliards de DA en 2000 à 3.000 milliards de DA actuellement.

«Ceci est une preuve d'existence d'une réelle richesse dans notre pays permettant de réduire la facture d'importation des produits agricoles», a affirmé M. Bouazgui, précisant que l'importation se limite aujourd'hui à trois ou quatre produits dont le blé, le lait et parfois les viandes.

«Ce qui a été réalisé et les résultats obtenus à ce jour par le secteur de l'agriculture est une véritable révolution qui a eu un impact positif en termes de produits agricoles», a indiqué le ministre, soulignant que le monde rural qui était à l'origine de l'exode vers les villes est aujourd'hui plus productif et dynamique grâce aux sommes importantes du secteur public débloquées pour être injectées dans le secteur agricole.

Abdelkader Bouazgui a indiqué que la politique de bonne gouvernance, décidée par le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, à travers tous les programmes réservés à l'agriculture depuis 2000, visent un seul objectif réaffirmé par le plan d'action du Gouvernement actuel qu'est le développement rural et l'autosuffisance.

Cette tendance est orientée vers l'encadrement, la facilitation, l'accompagnement et le soutien de toutes les initiatives et les investissements visant l'extension des terres agricoles, les périmètres irrigués, la diversification du produit agricole et l'exportation du

surplus en cas d'autosuffisance, a-t-il résumé. La cérémonie de célébration de cette journée a été marquée par la présence de représentants des entreprises nationales relevant des secteurs de l'agriculture, de la pêche, des ressources en eau, de la solidarité nationale, de l'environnement et d'universitaires de Mostaganem.

La FAO a honoré, pour la circonstance, des porteurs de projets et des entreprises ayant contribué au développement du secteur agricole.

Les festivités de deux jours se poursuivent par une visite à la ferme pilote Frères Benzaza, à Hassi Mamèche, spécialisée en stockage et emballage de la pomme de terre destinée à l'exportation, ainsi qu'à la ferme "Boustane" spécialisée en arboriculture fruitière à Aïn Nouïssi et en ensemencement de bassins d'irrigation en poissons de Tilapia rouge. Une journée technique sur la stratégie de développement agricole et de sécurité alimentaire en Algérie sera organisée à l'université de Mostaganem.

Des communications seront animées par des experts d'instituts nationaux et étrangers sur, entre autres, les indices agricoles et leur impact à garantir la sécurité alimentaire et la contribution de la pêche à la sécurité alimentaire.

K. M.

A l'occasion d'un forum dédié à ce créneau

### Les métiers traditionnels de la construction à l'honneur

■ Les métiers traditionnels de la construction sont mis à l'honneur à Oran à la faveur d'un forum dédié à ce créneau, ouvert hier à la Maison de l'artisanat et des métiers (MAM) en présence de nombreux jeunes en quête d'informations sur les débouchés dans le secteur socio-économique.

L'objectif de cette rencontre est de «promouvoir l'employabilité des jeunes à travers la formation dans les métiers traditionnels du bâti ancien», a indiqué Kamel Bereksi, président de l'association Santé Sidi El Houari (SDH) organisatrice de l'événement.

«La manifestation vise notamment à donner de la visibilité aux activités de l'école-chantier de SDH qui a déjà formé plus de 600 jeunes aux métiers traditionnels de la construction», a précisé le même intervenant. Les stagiaires de l'établissement, situé au cœur du quartier historique de Sidi El Houari, bénéficient d'une formation théorique et pratique sanctionnée par un diplôme agréé par l'Etat, a-t-il souligné.

La majorité des diplômés ont pu être insérés dans des entreprises chargées de la concrétisation des programmes initiés par les pouvoirs publics en vue de la réhabilitation d'immeubles anciens de la ville d'Oran, a fait savoir le président de SDH. Il a évoqué dans ce sens l'exemple du chantier de restauration du siège de l'Hôtel de ville d'Oran où une dizaine de jeunes diplômés de l'école SDH ont été recrutés par l'entreprise Hasnaoui Tarmim.

L'école-chantier, a-t-il rappelé, compte six ateliers spécialisés en menuiserie et travaux du bois, forge et métaux, maçonnerie et taille de pierre, plomberie sanitaire, électricité-bâtiment et revêtement intérieur. Le forum est également marqué par la participation d'autres secteurs partenaires à l'instar de celui de la formation et de l'enseignement professionnels qui a mis en place à Oran un parcours dédié à la «réhabilitation et rénovation du vieux bâti». Une première promotion composée d'une vingtaine de jeunes a fait son entrée en février dernier dans cette filière qualifiante de niveau BTS (Brevet de technicien supérieur) dont la durée s'étend sur trente mois, ont expliqué des cadres du secteur.

Le cursus afférent se déroule à l'Institut spécialisé en formation professionnelle (ISFP/Bâtiment) ou chez des entreprises partenaires, et ce, selon le mode de formation choisi (résidentiel ou apprentissage).

Le mode résidentiel comprend aussi des visites pédagogiques guidées et des stages en milieu professionnel, a-t-on souligné.

Les différentes opportunités offertes aux jeunes en quête d'insertion ont été mises en relief par les responsables et cadres d'autres acteurs du secteur tels que la Chambre de l'artisanat et des métiers, la direction de l'éducation et l'Agence nationale de l'emploi (Anem).

Les visiteurs reçoivent d'amples informations au niveau des stands d'exposition et des ateliers animés à l'occasion de ce forum qui voit aussi la participation de l'Association diocésaine d'Algérie pour une présentation de la restauration en cours de la chapelle locale Santa Cruz. R. N.

Saison agricole à Biskra

# Prévision d'exportation de 50 000 tonnes de dattes

Près de 50 000 tonnes de dattes devraient être exportées à l'issue de la présente saison agricole, a indiqué dimanche à l'APS, le président de l'association des exportateurs de dattes de Biskra, Youcef Ghomri.



**S**elon cette source, les quantités exportées de ce fruit devraient doubler par rapport à la saison écoulée, passant de 24 000 tonnes en 2016 à près de 50 000 tonnes, ce qui permettra de satisfaire la demande croissante des marchés européen, asiatique et américain.

En plus des mesures salutaires prises les dernières années pour renforcer l'exportation, la production massive de dattes Deglet nour lors de cette saison a encouragé les opérateurs du secteur à trouver de nouveaux débouchés étrangers

pour leurs productions, a souligné M. Ghomri.

Dans ce contexte, le président de l'association des producteurs de dattes de Biskra, M. Khaled Laâdjel, a affirmé que cette production va profiter à tous les acteurs de la filière phoenicicole, soulignant qu'environ 20 000 m<sup>3</sup> de chambres froides ont été réservés en vue d'approvisionner continuellement le marché étranger et répondre à la demande.

Possédant le patrimoine dattier le plus important du pays, la région des Ziban draine aujourd'hui la production phoenicicole des autres

wilayas, du fait de constituer une plate-forme d'exportation.

## Les professionnels relèvent le défi de la mécanisation

La mécanisation de la filière phoenicicole constitue aujourd'hui un véritable défi pour les opérateurs du secteur agricole dans la wilaya de Biskra, ont affirmé à l'APS, des professionnels de la région. La généralisation des chambres froides représente aussi un défi pour les producteurs, a indiqué le président de l'association de

wilaya des producteurs de dattes, Khaled Laâdjel qui a estimé à 20 000 m<sup>3</sup> les espaces de conservation sous froid existants.

Cette même source a relevé que ces capacités sont susceptibles de favoriser le développement de la production, en sus de garantir un approvisionnement plus stable du marché et préserver la stabilité des prix tout au long de l'année, a estimé le même opérateur.

Le recours aux systèmes d'irrigation économes en eau, notamment le goutte-à-goutte, est également considéré comme défi par les producteurs, a estimé, de son côté, Brahim El Ouafi, opérateur dans cette filière, qui a considéré que couvrir 60% des vergers phoenicicoles par de tels systèmes d'irrigation modernes était un objectif pleinement réalisable.

La wilaya de Biskra compte plus de 100 petites unités de traitement et de conditionnement des dattes, dont la mécanisation en augmenterait considérablement les performances, est-il indiqué. A cet effet, la Chambre de l'agriculture de la wilaya et la direction des services agricoles ont mis en place un programme de sensibilisation en direction agriculteurs quant à l'importance de recourir à la mécanisation dans les différentes phases de la production phoenicicole. **H. C.**

Prix du pétrole

## Le Brent s'approche des 58 dollars à Londres

Les cours de l'or noir continuaient d'augmenter, mardi en cours d'échanges européens, notamment en raison des tensions au Kurdistan irakien et en Iran, qui menacent de perturber l'offre mondiale.

A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 57,97 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 15 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en novembre gagnait 17 cents à 52,04 dollars.

«Le risque géopolitique continue de s'intensifier, alors que l'armée irakienne a pris mardi le contrôle de champs pétroliers tenus jusqu'à présent par les Kurdes tandis que le président Donald Trump n'a pas certifié l'accord iranien» vendredi, ont résumé les analystes.

«Si les tensions montent encore entre autorités kurdes et gouvernement central, cela pourrait mener à la fermeture de l'oléoduc kurde qui conduit plus de 500 000 barils de brut sur le marché international à travers la Turquie», a prévenu un analyste, qui juge qu'il y a «un risque réel de déficit de l'offre».

Du côté de l'Iran, la décision du président américain donne la possibilité au Congrès américain de rétablir certaines sanctions économiques qui ont notamment empêché le pays d'exporter son pétrole.

L'Irak et l'Iran sont respectivement le deuxième et le troisième plus grand producteur de pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

R. E.

ANSEJ

## Plus de 140 postes d'emploi créés à Souk Ahras depuis janvier

Pas moins de 144 postes d'emploi ont été créés par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) de la wilaya de Souk Ahras, depuis début janvier 2017, a indiqué lundi à l'APS, le chargé de l'information et de la communication au sein de l'antenne locale.

Ces postes de travail ont été créés à la faveur du financement de 52 micro-entreprises, dont 12 appartiennent à des femmes, a précisé à ce propos, M. Mohamed Amine Sassi, en marge des travaux du forum sur l'accompagnement des porteurs de projets d'investissement.

La création de ces entreprises a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière estimée à 207 millions de dinars, a-t-il fait savoir lors de cette rencontre organisée au centre de facilitation des petites et moyennes entreprises avec la collaboration de l'antenne locale du club économique algérien.

Ces entreprises créatrices de richesses sont réparties sur 23 établissements relevant des secteurs des services, l'agriculture (17), l'artisanat et les métiers traditionnels (7), l'industrie (3), ainsi que deux autres relevant du secteur des travaux publics et de la construction. Le même responsable a appelé les jeunes diplômés dans le domaine de l'environnement à la nécessité de se rapprocher de cette agence pour créer des entreprises spécialisées en énergies renouvelables et dans la récupération des déchets vu son importance dans la promotion de l'économie locale et la création d'emplois.

Durant cette période, 57 nouveaux dossiers destinés à la création de micro-entreprises, tous secteurs confondus, ont été déposés à l'agence, a noté M. Sassi.

De son côté, le chef du service de l'accompagnement au sein de cette même agence, Mohamed Nacer Chaâbouni, a mis en exergue dans son intervention le rôle de l'accompagnement dans la création d'une entreprise à efficacité économique, soulignant l'importance accordée par l'Ansej aux diplômés universitaires et des centres de formation professionnelle dans la création de micro-entreprises.

Plus de 5 000 micro-entreprises, générant 10 000 postes de travail ont été financés dans la wilaya de Souk Ahras depuis la création de l'antenne de cette agence, selon les dernières statistiques établies par les services de l'Ansej. **T. K.**

E-santé et modernisation des structures hospitalières

## Le 1<sup>er</sup> Salon international à Alger du 26 au 28 octobre

**L**e premier Salon international dédié à l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) au secteur de la santé, HopitAlgerExpo, se tiendra du 26 au 28 octobre au Centre international des conférences (CIC) à Alger, ont annoncé hier les organisateurs.

Le HopitAlgerExpo : hôpital du futur pour sa première édition, «permettra aux spécialistes du domaine de la santé et des nouvelles technologies de se rencontrer afin de déterminer et d'analyser les opportunités, les enjeux et les perspectives de développement

du secteur de la santé en Algérie par l'intégration des technologies numériques dans le quotidien des praticiens de la santé».

Il s'agit d'un espace pour les participants pour «aborder et expliquer le concept de la e-santé aux praticiens de la santé attendus à cette manifestation, à travers le partage des meilleures techniques utilisées dans le domaine et de déterminer les facteurs-clés de leur succès».

La première journée du Salon sera consacrée aux conférences animées par des experts locaux et étrangers,

issus du secteur de la santé et du digital dans le but de débattre des questions liées à l'utilisation de la e-santé en Algérie au niveau des différents établissements hospitaliers.

La manifestation permettra, en outre, d'analyser l'impact de l'apport des nouvelles technologies de l'information dans l'amélioration de l'accès aux soins, où des spécialistes mettront en avant leurs expertises et expériences en la matière. Par la même occasion, des ateliers et tables rondes seront à l'ordre du jour de ce salon. **T. K.**

Céréales

## Le blé et le maïs orientés à la hausse

**L**es céréales européennes étaient orientées à la hausse mardi en début d'après-midi sur le marché à terme Euronext, notamment le maïs et ce, après une séance agitée lundi.

D'une part, Ikar (Institute for Agricultural Market studies) vient de légèrement remonter son estimation de production de blé russe à

83,2-83,7 millions de tonnes (contre 82,5-83,5 MT précédemment). D'autre part, un cabinet de consultant basé à Moscou, estime que les exportations russes de céréales devraient baisser en octobre à 4,6-4,8 millions de tonnes (5,1 millions de tonnes prévues en septembre), dont 3,6-3,8 MT de blé (au lieu de 4,1), du fait d'une détérioration

saisonnaire de la météo.

A la mi-journée sur Euronext, la tonne de blé gagnait 25 centimes d'euro sur le contrat de décembre à 162,50 euros, et 75 centimes sur le contrat de mars à 168,75 euros, dans un volume d'échanges à peine supérieur à 3 800 lots. A la même heure, la tonne de maïs gagnait 2 euros sur novembre à 148,75 euros,

ainsi que sur janvier à 155,75 euros, pour plus de 1.100 lots échangés. Lundi, la tonne de maïs sur l'échéance rapprochée novembre avait clôturé «en repli de 3,25 euros la tonne dans un contexte de concurrence accrue des origines ukrainiennes à la faveur d'une baisse» ont expliqué des analystes. **G. M.**

Alger

# Campagne de sensibilisation au tri sélectif des déchets

Une campagne de sensibilisation au tri sélectif des déchets a débuté lundi à travers 34 quartiers relevant de 13 circonscriptions administratives de la capitale, a indiqué le chargé du tri sélectif de la wilaya d'Alger, Berkani Abdelali.



« Dans le cadre des efforts visant à protéger l'environnement et la santé publique, une campagne de sensibilisation au tri sélectif des déchets a été lancée à travers 34 cités de la capitale pour conscientiser les citoyens quant à l'importance du tri sélectif des ordures ménagères à la source et du respect des horaires de collecte (de 19h à 22h) », a précisé M. Berkani.

Des dépliants seront ainsi distribués au niveau des 34 cités retenues où des sites abris bacs à ordures répondant aux normes du tri sélectif sont aménagés et dotés de bacs et de sachets déclinés en trois couleurs : le vert pour les déchets humides, le jaune pour les déchets recyclables et le transparent pour le pain.

Des psychologues, des médecins, des ambassadeurs de l'environnement et des universitaires feront du porte-à-porte dans les cités pilotes à

travers les 13 circonscriptions administratives concernées, dont Dar El Beïda, Birtouta, Rouiba et Sidi M'hamed, pour sensibiliser, en premier lieu, les ménagères à l'importance du tri sélectif à la source.

La campagne touchera également les établissements scolaires en vue de renforcer le civisme, de lutter contre les dépotoirs anarchiques et le gaspillage du pain et de protéger l'environnement.

La campagne qui sera généralisée ultérieurement à 5 000 cités de la capitale est la première étape envisagée par la commission chargée du tri sélectif des déchets dans la wilaya d'Alger, composée d'entreprises telles que Netcom, Extranet, Asrout, les Opgi et l'Aadl, en collaboration avec l'Agence nationale des déchets (AND), la direction de la jeunesse et des sports, la direction de l'action sociale et des associations en charge de l'environnement.

Dans ce contexte, l'initiative lancée sous le slogan «Alger ville propre commence l'opération de tri des déchets» se veut, a-t-il estimé, une opportunité pour amener le citoyen à adopter d'office le tri sélectif des déchets en vue de l'inciter à adhérer à cette démarche à travers l'utilisation de bacs spéciaux et y participer d'une manière effective et positive au succès de cette initiative. Par ailleurs, Mme Yakoubi chargée de communication à l'entreprise Netcom, a rappelé dans une déclaration à l'APS, l'ensemble des mesures prises par les autorités compétentes pour la fourniture de matériels et moyens pour le nettoyage de la capitale, outre la création du poste de responsable de l'environnement et de Monsieur environnement au niveau de la daïra et de la commune. La wilaya d'Alger a mobilisé tous les moyens pour le développement des techniques de tri

sélectif, à travers, notamment les directives du wali, en vue de valoriser les déchets et réduire la quantité des déchets destinés à l'enfouissement, d'autant que plusieurs de ces mêmes déchets sont enfouis dans les décharges sans être utilisés, ce qui entraîne une saturation des centres d'enfouissement technique, a rappelé Mme Yakoubi.

La décision du wali obligeant les commerçants à sortir leurs déchets à partir de 18h contribuera à nettoyer l'environnement et à réduire la quantité de déchets, notamment le carton qui défigure la capitale, a ajouté la chargée de communication.

Il est temps de généraliser l'utilisation du tri sélectif des déchets vu son importance dans la préservation de l'environnement et la valorisation de cette ressource à travers la transformation de ces déchets en une richesse, a ajouté la même source avant de relever que le nombre de points noirs à Alger a reculé par rapport aux années précédentes.

De son côté, le directeur des études et du développement à Extranet, Bouteldja Karim, a mis l'accent sur l'importance de «généraliser le tri sélectif des déchets en vue de leur exploitation dans le recyclage, étant une source vitale et importante pour le développement économique et la création d'emplois au profit des jeunes», a-t-il dit, ajoutant que les produits recyclables collectés par son entreprise sont le carton, le pain et le plastique. Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a indiqué récemment que la wilaya a consacré, depuis 2013 à ce jour, 4 000 milliards de dinars pour l'acquisition de matériels au profit des entreprises de la wilaya en vue de faciliter et d'accélérer les opérations de nettoyage, précisant que plus de 12 000 agents ont été mobilisés pour renforcer les communes dans le cadre des efforts d'amélioration urbaine et du plan stratégique de la capitale. L. B.

## Ouargla 230 artisans ont bénéficié de sessions de qualification

■ Quelque 230 artisans et artisanes, immatriculés à la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Ouargla, ont bénéficié cette année de sessions de qualification professionnelle, a-t-on appris lundi auprès de la CAM. D'autres sessions de formation ont également été initiées en 2017 au profit de 224 artisans versés notamment dans les arts du sablage, de la vannerie et de la poterie, a précisé le président de la CAM, Abdelkader Hachani.

Ces sessions ont profité à 71 artisans versés dans la broderie traditionnelle, 62 dans la vannerie, 18 dans le tissage, 11 dans la pâtisserie traditionnelle, 15 dans le sablage, 21 dans les énergies renouvelables et 09 dans des activités rares.

Visant la promotion du potentiel des artisans et de leurs produits, cette opération a ciblé également 17 artisans et artisanes activant dans le montage de plaque en plâtre, la décoration 3D (trois dimensions) et l'installation du luminaire encastré, a-t-il détaillé.

Le secteur de l'artisanat a connu ces dernières années une nette dynamique dans la région, se traduisant par le nombre croissant d'artisans immatriculés à la CAM, qui est passé de 10 217 affiliés entre 2000 et 2015 à plus de 11 100 immatriculés recensés à la fin septembre dernier.

Ces artisans et artisanes immatriculés sont répartis entre les métiers d'art (3 849), la production de matières (1 684) et les services (5 572) qui représentent 50,1% des immatriculations à la CAM, selon la même source.

Ces activités ont généré 29 047 emplois, dont 10 596 dans les services et 14 241 dans les métiers d'art.

Selon M. Hachani, la CAM de Ouargla n'a ménagé aucun effort pour venir en aide aux artisans, leur permettant d'exposer et d'écouler leurs produits, à travers l'organisation de salons et la participation aux différentes manifestations dans le domaine, et la contribution ainsi à la promotion des produits et la constitution d'une valeur ajoutée au développement de l'économie nationale. La CAM entend s'impliquer, au titre de la saison 2017-2018, dans les activités de promotion du tourisme saharien, par l'organisation, en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, de diverses manifestations, dont la célébration du mois du patrimoine, pour promouvoir aussi bien le legs culturel, qu'artisanal, faisant la fierté de la région.

K. Y.

## Près de 4 000 retraits de permis de conduire

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé, durant le mois de septembre dernier, au retrait de près de 4 000 permis de conduire et à l'arrestation de plus de 3 760 présumés auteurs dans différentes affaires criminelles, a indiqué lundi un communiqué des mêmes services.

Dans le cadre de la prévention routière, les services de la Sûreté publique ont procédé durant la période considérée au retrait de 3 994 permis de conduire suite à 13 545 infractions du Code de la

route, et enregistré 69 accidents de circulation ayant entraîné 74 blessés et cinq décès, dont la cause principale demeure le non-respect du Code de la route. Lesdits services ont mené 607 opérations de maintien de l'ordre, a précisé le communiqué.

Au registre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, 2 950 affaires ont été traitées ayant entraîné l'arrestation de 3 766 présumés auteurs qui furent déférés par devant les instances judiciaires compétentes, dont 1278 pour détention et usage de stupéfiants et

substances psychotropes, 728 pour port d'armes prohibé, et 1 760 pour divers délits, a précisé la même source.

Concernant les affaires traitées, le communiqué fait état de 330 affaires d'atteintes aux biens, 721 affaires d'atteintes aux personnes, dont quatre affaires d'homicide volontaire.

Quant aux délits et crimes contre la famille et aux bonnes mœurs, les services de la police judiciaire ont traité 24 affaires et 844 affaires relatives aux biens publics, ainsi que 114 affaires à

caractère économique et financier.

Pour le port d'armes prohibé, les mêmes services ont traité 706 affaires impliquant 728 personnes présentées par devant les instances judiciaires compétentes, où 93 personnes d'entre eux ont été placées sous mandat de dépôt.

En matière de lutte contre les stupéfiants 912 affaires impliquant 1 278 personnes ont été traitées, avec la saisie de 3 468 kg de résine de cannabis, 6 725 comprimés psychotropes, 7,46 gr de cocaïne, ainsi que 11gr d'héroïne, a indiqué le communiqué.

En ce qui concerne les activités de la police générales et réglementation, les forces de police ont mené durant la même période 146 opérations de contrôle des activités commerciales réglementées, où il a été procédé à l'exécution de six décisions de fermeture ordonnées par les autorités compétentes, ajoute le communiqué.

Le communiqué fait état de 50 041 appels sur le numéro vert 15-48 et le numéro police secours 17 ainsi que 783 appels sur le numéro vert.

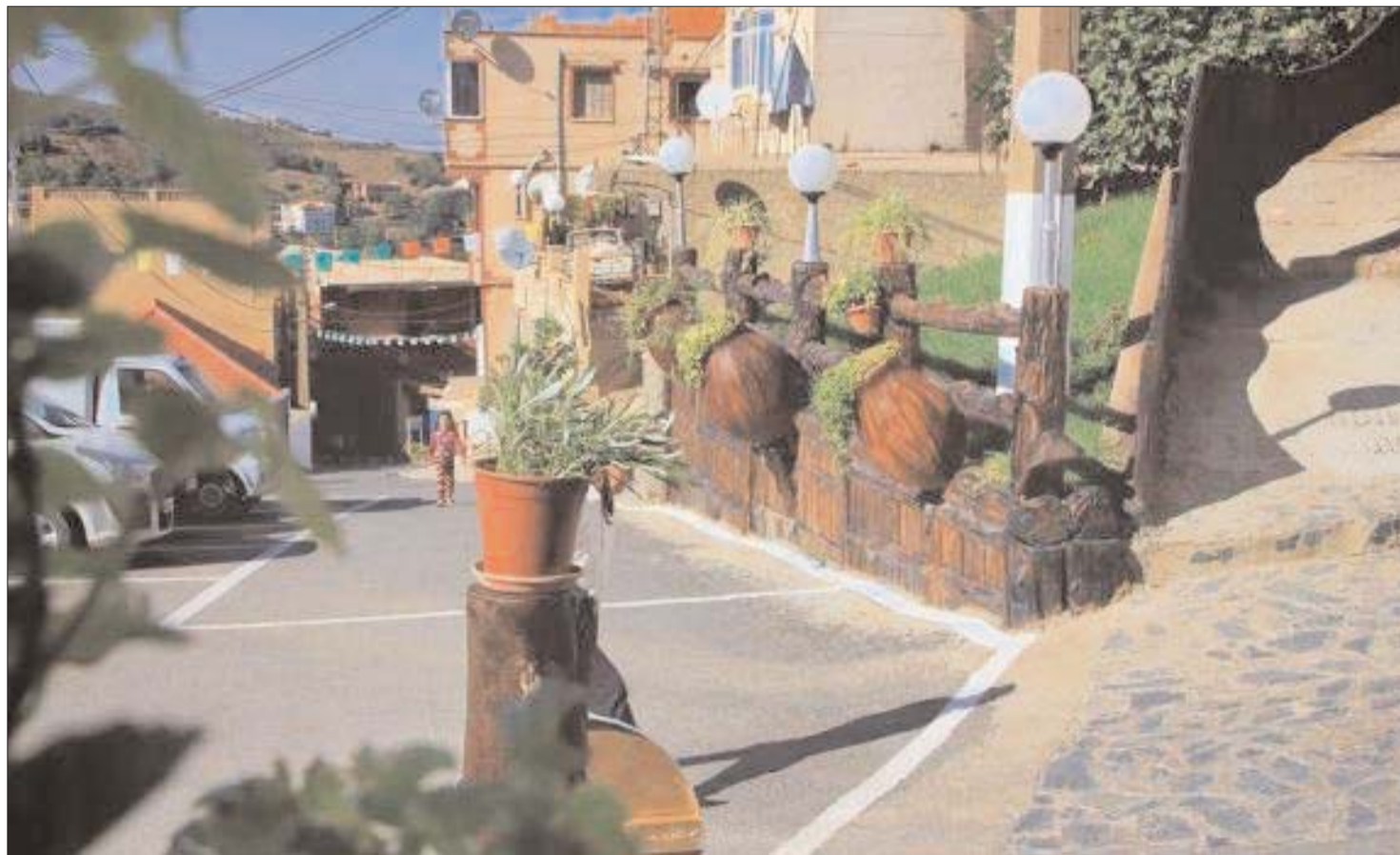
K. Z.



Sacré village le plus propre de Tizi-Ouzou

## Tiferdoud ou la persévérance qui paye

C'est le fruit de la persévérance que les habitants du village Tiferdoud, l'un des plus hauts de Tizi-Ouzou, ont récolté dimanche en décrochant le prix du village le plus propre du concours Rabah Aïssat.



Engagé depuis deux ans dans l'écocitoyenneté, ce petit hameau de 1500 âmes, perché à 1197 mètres d'altitude dans le Djurdjura, a frôlé la victoire en 2016 en se classant dans le top 10 des villages les plus propres à ce concours organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Déterminés dans leur engagement à faire de leur village un symbole de propreté et à offrir aux habitants un cadre de vie agréable, les membres du comité de village sont rentrés chez eux, le 13 octobre 2016, certes bredouilles mais armés d'une volonté de se surpasser et de hisser leur village sur la plus haute marche du podium des villages les plus propres en 2017.

Les efforts engagés par les habitants de Tiferdoud pour améliorer leur environnement et s'offrir un cadre de vie plus sain, sont visibles dès l'approche du village. Les routes sont propres et aucun déchet pas même le moindre petit emballage ou mégot, n'est visible. La discipline est de mise et tout le monde s'y soumet de bon cœur, témoignent des membres du comité de villages rencontrés sur place.

L'entrée du village au ce qui était l'ancien village, le hameau

ayant connu des extensions au fil des années, est matérialisée avec un tableau électronique souhaitant la bienvenue aux visiteurs et indiquant l'altitude du village le plus haut de Kabylie (1197 m d'altitude). La route qui s'ouvre en pente raide, confirme la spécificité de ce village de montagne qui fait face au plus haut sommet du Djurdjura, Lalla Khedidja.

La première action écologique des habitants fut l'éradication d'un dépôt sauvage qui s'amoncelait non loin du cimetière, véritable tache noire qui enlaidissait le paysage et menaçait de pollution les terres et sources du village. Des poubelles ont été ensuite installées partout et les familles se sont mises au tri, en séparant déchets biodégradables destinés au compostage, pain rassis récupéré par des éleveurs, et déchets d'emballage, destinés au recyclage.

### Garder l'âme authentique du village

Le comité de village a fait le choix de préserver l'identité architecturale traditionnelle du village et de concevoir ses projets d'embellissement autour de cette structure villageoise séculaire où Tajmaat est au centre du hameau, le but étant de le transformer qua-

litativement tout en gardant l'âme authentique caractérisant un village de montagne, a indiqué un membre du comité de village, Mohand Salem Sadali.

Les ruelles étroites qui desservent le vieux Tiferdoud, sont ornées de bacs à fleurs, déposées et entretenues par les familles, ajoutant grâce et douceur aux murs en pierres sèches des maisons traditionnelles kabyles qui sont jalousement préservées par leurs propriétaires. Des espaces verts sont aménagés au niveau de toutes les placettes et des fresques ornent les murs de ce beau village, cernés de figuiers qui rappellent la vocation arboricole de la région.

Le chantier était colossal, Tiferdoud situé sur une crête enneigée chaque hiver, avait subi d'importants dégâts à cause notamment d'éboulements ayant causé la dégradation du réseau routier lors de la tempête de neige de 2012 qu'à connue la wilaya. Le raccordement du village au gaz naturel a fini par venir à bout des derniers tronçons de routes qui étaient épargnés par la neige, se rappelle Ouidir Hamadache, président du Comité de village.

Les lieux symboliques tels que Tajmaat, les fontaines dont Tala nwadda qui était ensevelie

sous terre, le cimetière, le monument et le carré des 28 martyres du village, ont été réhabilités et font l'objet de travaux d'embellissement pour les mettre en valeur tout en veillant à sauvegarder leur authenticité et leurs fonctions, a précisé M. Sadali.

Des infrastructures modernes ont été savamment "injectées" dans le village, réalisées grâce aux cotisations des villageois et de la communauté immigrée. Il s'agit d'un centre culturel, d'une salle des fêtes, d'une aire de jeu recouverte de gazon synthétique de dernière génération, d'une piscine et d'une crèche. En plus du bien-être qu'ils procurent, ces espaces

permettent de renforcer le lien social entre les villageois puisqu'il s'agit aussi de lieux de rencontre, ont-ils indiqué.

Cette dynamique est saluée à plusieurs égards, a souligné M. Sadali car, a-t-il ajouté, les réalisations concrétisées quasiment avec les seules ressources financières du village, en plus d'améliorer l'aspect général du village, feront de Tiferdoud un village agréable à vivre disposant d'infrastructures de base qui contribueront à l'épanouissement culturel, social et sportif des villageois, a-t-il observé.

L. Y.

### El Tarf Lancement prochain des travaux de réhabilitation de l'hôtel "El Mordjane"

Les travaux de réhabilitation et de modernisation de l'hôtel "El Mordjane" d'El Kala, un établissement public fermé depuis près de 10 ans en raison de sa dégradation, seront lancés au cours de la semaine prochaine, ont indiqué lundi les responsables de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'El Tarf.

La phase portant sur le décharnement des édifices détériorés a été achevée, a-t-on ajouté, signalant que les travaux permettront à cet hôtel, classé trois étoiles, d'une capacité de 103 chambres, d'être entièrement "relooké".

Confiés à une entreprise espagnole pour une enveloppe financière de l'ordre de 2,38 milliards de dinars, les travaux de réhabilitation de cet hôtel seront livrés après 15 mois, a-t-on indiqué.

Un délai que le chef de l'exécutif a estimé "excessivement long" lors d'une récente visite d'inspection du chantier, d'où la nécessité, selon lui, de revoir à la baisse ce délai pour permettre à cet établissement doté de divers services (thalassothérapie, vélodrome) d'offrir de meilleures conditions de séjour aux touristes et visiteurs transitant par la ville côtière d'El Kala.

L'hôtel "El Mordjane" un bijou architectural construit durant les années 1970, était considéré comme un lieu d'hébergement et de détente par excellence et eu égard à sa proximité avec les différents points commerçants de cette ville côtière et ses magnifiques plages accueillant des milliers de touristes, a-t-on rappelé.

Comptant actuellement 21 hôtels d'une capacité globale de 1766 en lits, en sus de huit (8) camps de vacances et trois (3) autres en cours de réalisation, d'une capacité globale de 3.910 lits, ainsi que 11 agences touristiques, la wilaya d'El Tarf a enregistré durant la saison estivale écoulée pas moins de 4.736.480 estivalants à travers la quinzaine de plages ouvertes à la baignade, a-t-on, par ailleurs, signalé.

Il est à rappeler que les travaux de réhabilitation et de modernisation de l'hôtel "El Mordjane" d'El Kala s'inscrit dans le cadre d'une opération de mise à niveau d'une série d'établissements hôteliers, dont ceux de "Mermoura" à Guelma, "Seybouse" à Annaba et "El Mountazah" à Seraidi.

R. T.

M'sila

## Récolte prévisionnelle de 200 000 quintaux de céréales

Une récolte prévisionnelle de 200.000 quintaux de céréales est attendue au titre de la saison agricole 2017-2018 à M'sila, a-t-on appris, lundi, auprès de la coopérative des céréales et légumes secs de la wilaya.

Une progression de la récolte de céréales atteindra les 60% par rapport à la précédente saison agricole, où la récolte était de l'ordre de 40.000 quintaux, a précisé M.

Foudili Adnane directeur de la CCLS de M'sila.

Cette progression prévisionnelle a été arrêtée suite à plusieurs paramètres, notamment l'extension des surfaces irriguées, l'introduction des systèmes d'irrigation, en aspergion particulièrement, l'acquisition par les agriculteurs de l'expérience technique, grâce aux campagnes de vulgarisation organisées par le secteur agricole avec la collaboration

de l'institut national de grandes cultures, qui ont contribué à l'augmentation de la production des céréales dans la wilaya de M'sila, a-t-on ajouté de même source.

La coopérative des céréales et légumes secs de la wilaya de M'sila a mis à la disposition des agriculteurs les quantités suffisantes de semences et de gammes d'engrais, a-t-on noté.

L. O.



Syrie

# L'EI perd Raqa, son principal fief

**Le groupe Etat islamique (EI) a perdu hier Raqa, son principal bastion en Syrie, après des mois de combats dévastateurs avec des forces soutenues par les Etats-Unis, un revers de taille pour l'organisation jihadiste.**



**A**vec la chute de son ex-capitale dans le pays en guerre, le groupe ultraradical voit son "califat" presque s'écrouler en Syrie et en Irak voisin, à la suite de multiples offensives pour le déloger des régions conquises depuis 2014.

Après l'annonce de la prise totale de la ville septentrionale par les Forces démocratiques syriennes (FDS), ses combattants ont envahi l'emblématique rond-point d'Al-Naïm, où l'organisation jihadiste menait les exécutions. Certains étaient émus jusqu'aux larmes, d'autres affichaient un grand sourire, brandissaient le drapeau jaune des FDS, ou se prenaient en photo. Autour d'eux, un paysage de désolation : des immeubles en ruines, des rues remplies de décombres et de carcasses de voitures, dans une ville ravagée par plus de quatre mois de combats et de bombardements aériens. Il y a eu 3 250 morts - 1 130 civils y compris 270 enfants et 2 120 combattants des deux bords -, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

«Les opérations militaires à Raqa ont pris fin. La ville est sous le contrôle total» des FDS, a indiqué à l'AFP Talal Sello, un porte-parole de cette alliance de combattants kurdes et arabes

entrée début juin dans la cité.

«Tout est fini à Raqa. Il y a actuellement des opérations de ratissage pour éliminer les cellules dormantes, si on en trouve, et pour déminer la ville», a-t-il ajouté.

## Dieu merci, Dieu merci

C'est en novembre 2016 que les FDS avaient lancé leur offensive «Colère de l'Euphrate», oeuvrant d'abord à conquérir les territoires autour de Raqa, pour isoler la ville et couper les principaux axes de communication avec l'extérieur.

Dès le mois de juin, ses combattants entrent dans la métropole, avec l'appui des frappes aériennes de la coalition internationale emmenée par Washington. Raqa était devenue le symbole des pires atrocités commises par l'organisation jihadiste, qui y aurait planifié les attentats sanglants ayant frappé plusieurs pays, notamment en Europe.

Pour Oum Abdallah, qui a fui sa ville natale de Raqa, il y a trois ans, «la joie est indescriptible». «Quand ma soeur m'a annoncé la libération, elle a commencé à pleurer et moi aussi, Dieu merci, Dieu merci», lance la quadragénaire installée à Kobané, à une centaine de km au nord de Raqa. Hier, les FDS

ont pris le contrôle du principal hôpital et du stade municipal dans le centre de la ville, les deux derniers réduits dans lesquels étaient retranchés des dizaines de jihadistes étrangers.

La veille, le rond-point d'Al-Naïm (paradis en arabe), rebaptisé rond-point de l'enfer à l'époque des jihadistes, est tombé aux mains des FDS.

Ces derniers jours, en vertu d'un accord négocié par des responsables locaux et des représentants tribaux, les derniers civils pris au piège ont pu être évacués et les jihadistes syriens ont été autorisés à quitter la ville, selon les FDS.

Quelque 275 jihadistes syriens et leurs familles ont été évacués vers des lieux non précisés.

## Dernier bastion

La coalition internationale avait dit, elle, son opposition au départ des jihadistes étrangers de Raqa.

«La dernière chose que nous voulons, c'est que les combattants étrangers soient libérés et qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine et causer plus de terreur», a expliqué le porte-parole de la coalition, le colonel américain Ryan Dillon.

Depuis des mois, l'organisation ultraradical subit revers après revers en Syrie et en Irak.

En Syrie, le groupe ne contrôle plus que quelques poches dans le centre du pays, notamment dans la province de Hama ou dans le désert de Homs. Il est également présent, en nombre restreint, dans la périphérie sud de Damas.

Son dernier bastion est désormais la province de Deir Ezzor (est), mais il en a perdu la moitié en moins de deux mois.

«En perdant Raqa, l'EI se trouve confiné dans une bande de territoire le long de la vallée de l'Euphrate, à Deir Ezzor», assure Nicholas Heras, expert du Center for a New American Security à Washington.

Mais là aussi, les jihadistes sont confrontés à deux offensives distinctes : d'un côté les forces du régime syrien, soutenues par l'aviation russe, de l'autre les FDS.

En Irak, l'EI ne contrôle plus que deux villes dans l'ouest désertique. Déclenché en 2011 par la répression gouvernementale de manifestations pacifiques, le conflit en Syrie s'est complexifié avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé.

Il a fait plus de 330 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

AFP

Afghanistan

## Deux attaques des taliban font 71 morts

< Deux attaques longues de plusieurs heures ont fait 71 morts et 170 blessés hier en Afghanistan, dans une région troublée à la frontière pakistanaise, des opérations présentées par les taliban comme une riposte à de récents raids américains.

Au moins 41 personnes dont vingt civils ont été tués et près de 160 blessés, dont 110 civils à Gardez, capitale de la province de Pakiya (sud-est), où le vaste complexe officiel ciblé par les insurgés abrite différentes forces de police et un centre de formation, selon un dernier bilan du vice-ministre de l'Intérieur, le général Murad Ali Murad.

L'assaut revendiqué par les taliban a duré cinq heures et s'est terminé par la mort des cinq assaillants.

Simultanément, dans la province voisine de Ghazni, «25 membres des forces de sécurité et cinq civils ont été tués et une dizaine blessés» dans l'attaque du siège du district d'Andar, à une centaine de km à l'ouest de Gardez, selon le vice-ministre.

Interrogé au Pakistan par l'AFP, un responsable taliban a affirmé que ces deux opérations étaient des représailles à de récentes attaques de drones américaines sur leurs positions : «Ces opérations sont une contre-attaque», a-t-il assuré.

Dans les deux cas l'assaut a commencé par l'explosion de véhicules piégés, de camions et de Humvee, qui ont ouvert la voie à des commandos armés.

«J'étais en classe quand j'ai entendu un énorme boum, tout le bâtiment a été secoué, les vitres ont volé en éclats. On essayait de sortir quand on a entendu une deuxième explosion... Plusieurs camarades ont été blessés par le verre», a rapporté un étudiant de Gardez, Noor Ahmad.

A l'intérieur de l'hôpital de Gardez, c'est le chaos, «des enfants, des femmes et des policiers blessés attendent dans le hall» a précisé un correspondant de l'AFP qui a vu aussi des corps de policiers déposés à même le sol. «Nous avons accueilli 160 blessés et 26 corps, dont celui d'une femme. L'établissement est débordé» a confié le Dr Shir Mohammad Karimi, directeur-adjoint de la santé pour la province de Pakiya. L'hôpital militaire a réceptionné 52 blessés et six morts, précise-t-il. Dans un rayon de plusieurs centaines de mètres autour du lieu de l'attentat, le verre jonche le sol. Les rescapés, choqués, regardent les colonnes de fumée grise. Des incendies se sont déclarés.

Le chef de la police provinciale, le général Toryalay Abdani, a été tué dès le début de l'assaut. Le complexe qui abrite un centre d'entraînement, des forces de la police nationale, de la police des frontières et des militaires a été soufflé par la violence des explosions.

Selon Sardar Wali Tabasum, porte-parole de la police, les assaillants ont fait exploser un camion et un Humvee piégés devant le complexe, d'où des dégâts très importants.

Puis, a précisé le ministre de l'Intérieur, «les assaillants munis de vestes explosives et d'armes légères sont entrés dans l'enceinte».

Les forces spéciales et des renforts de police ont été dépêchés sur place.

AFP

Irak

# Baghdad reprend aux Kurdes les deux plus grands champs pétroliers à Kirkouk

**L**es troupes irakiennes se sont emparées mardi des deux plus grands champs pétroliers de la région de Kirkouk, après le retrait des forces kurdes sans combat, a annoncé la police fédérale.

«Des unités de la police fédérale ont pris les champs pétroliers de Bay Hassan et Havana», au nord de la ville de Kirkouk (nord-est), à la faveur des opérations militaires lancées par le pouvoir central pour asseoir de nouveau son contrôle sur cette région, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La veille, les techniciens kurdes avaient arrêté les opérations de pompage des puits de Bay Hassan et Havana et quitté les lieux avant l'arrivée des forces irakiennes, selon un responsable du ministère du Pétrole à

Bagdad. Ces deux champs avaient été pris en 2014 par les combattants kurdes (peshmergas), qui avaient profité du chaos et de la débâcle de l'armée dans la foulée de l'offensive éclair du groupe jihadiste Etat islamique (EI) qui s'était alors emparé de près du tiers de l'Irak.

Les champs de Bay Hassan et Havana produisaient environ 250 000 barils par jour et dépendaient depuis 2014 du ministère des Ressources minières de la région autonome du Kurdistan, selon une source pétrolière à Kirkouk. Le Kurdistan, qui traverse la plus grave crise économique de son histoire, pourrait lourdement pâtir de la perte de ces champs qui assurent 40% de ses exportations pétrolières. La riche pro-

vince de Kirkouk, qui ne fait pas partie du Kurdistan irakien, est depuis 2014 au coeur d'un contentieux entre Bagdad et Erbil que le récent référendum sur l'indépendance kurde du 25 septembre a encore exacerbé.

Depuis dimanche, l'armée irakienne a donc repris plusieurs zones et infrastructures de la province de Kirkouk.

L'offensive du pouvoir central à Kirkouk a fait éclater au grand jour la crise qui couvait entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, l'initiateur du référendum d'indépendance, et l'UPK, qui préférerait engager des négociations avec Bagdad sous l'égide de l'ONU.

AFP

Somalie

# A Mogadiscio, des habitants désespérés

**Des larmes coulent sur les joues d'Abduweli Osman, prostré dans la touffeur moite à l'extérieur d'un hôpital de Mogadiscio. Comme des dizaines d'habitants en détresse, le jeune homme a recherché son frère pendant 24 heures. Mais il est désormais persuadé de sa mort dans l'effroyable attentat ayant frappé la capitale somalienne.**



La dernière fois que lui et sa famille ont eu des nouvelles d'Abdukadir Ahmed, le jeune homme avait décidé, avant de rentrer chez lui, de se rendre samedi dans un quartier commerçant et très animé de Mogadiscio, connu sous le nom de K5.

## Mais il n'est jamais revenu.

Puis sa famille a entendu la terrible nouvelle: un attentat, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie, avait frappé ce quartier où un camion piégé avait explosé, causant la mort d'au moins 276 personnes, faisant 300 blessés et détruisant une vingtaine de bâtiments, dont un hôtel, un restaurant, une pharmacie, réduisant en cendres les petits stands de vendeurs d'essence qui ont intensifié le brasier.

Abduweli Osman a couru d'hôpital en hôpital. "On l'a cherché partout ces dernières 24 heures (...) et finalement, nous sommes persuadés qu'il est décédé, parce que nous avons retrouvé sa carte d'étudiant", confie à l'AFP Abduweli en pleurant, à l'extérieur de l'hôpital Medina.

"C'est très douloureux de perdre quelqu'un que vous aimez dans une telle tragédie et

qu'il ne soit pas possible de retrouver son corps et de lui offrir un enterrement digne", lâche le trentenaire, épicié.

Autour de lui, l'hôpital est surpeuplé. Des habitants en nage courent de salle en salle dans la chaleur accablante de la capitale ou se blottissent contre leurs proches soignés pour des blessures par éclats, des brûlures, des fractures...

Les habitants de Mogadiscio sont tristement habitués à la récurrence d'attentats dans leur ville. Les islamistes somaliens shebab, liés à Al-Qaïda, lancent fréquemment des attentats-suicides dans Mogadiscio et ses environs. Ils ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).

Mais l'ampleur de l'attaque a choqué les Somaliens, qui sont descendus par centaines dimanche dans les rues de la capitale et ont entamé lundi trois jours de deuil.

## Des corps non identifiés déjà enterrés

Le souffle, qui a brisé des vitres à près d'un kilomètre à la ronde, a laissé de nombreux

corps calcinés ou déchiquetés.

"Je n'ai jamais vécu une explosion aussi meurtrière, c'est comme si elle avait tué tous les gens à la ronde et mis le feu à tous les véhicules autour", rapporte Moalim.

Lundi, des personnes grièvement blessées ont commencé à être évacuées par un avion militaire turc, venu également apporter de l'aide médicale à des hôpitaux débordés, pour les emmener en Turquie.

Une centaine de personnes non identifiées ont déjà été enterrées. Ces funérailles suivent le rite musulman, mais elles sont aussi organisées rapidement car le gouvernement somalien ne dispose d'aucune morgue, ni les moyens de police scientifique afin d'identifier les victimes.

"Le gouvernement a fait tout ce qui était en son pouvoir pour identifier les corps (...) mais l'opération est devenue tellement difficile que nous avons décidé de les enterrer tous en même temps", explique un responsable gouvernemental, Muhidin Ali.

"Ces corps, dans un état effroyable, avaient été acheminés dans des hôpitaux pour être identifiés par des proches, mais la plupart des familles n'ont pas réussi à les reconnaître; l'ampleur de la catas-

trophe est au delà de ce qu'on peut imaginer en tant qu'être humain", souligne le responsable.

Malgré cette situation, beaucoup d'habitants s'accrochaient encore lundi à l'espoir de retrouver vivants des parents et attendaient, angoissés, dans des hôpitaux. Idil Ado, mère de trois enfants, est désespérément en quête d'informations sur sa nièce, disparue depuis l'attentat. Elle attend sous un arbre avec d'autres membres de sa famille à l'extérieur de l'hôpital Medina.

"Nous l'avons cherchée dans tous les hôpitaux de la ville et nous campons ici, à l'hôpital Medina, depuis hier. On espère toujours obtenir des informations ici, même si c'est pour apprendre son décès...", souffle-t-elle.

Mais pour Ahmed Farah, un secouriste interrogé sur les lieux de l'attentat, les chances de retrouver des survivants sont quasi nulles.

"Je ne pense pas qu'on retrouvera des survivants maintenant, environ 400 soldats ont travaillé avec les équipes d'urgence pour les recherches et (...) je ne vois aucun décombre sous lesquels des gens pourraient encore être en vie", confie-t-il.

AFP

Kenya

## Amnesty et HRW dénoncent la brutalité de la police

■ La police kényane a tué au moins 33 personnes à Nairobi lors d'opérations menées après l'élection présidentielle du 8 août, déclarent Amnesty International et Human Rights Watch dans un rapport rendu public lundi.

Ces décès ont été provoqués par un usage excessif de la force par les policiers contre des manifestants ou des habitants de la capitale, écrivent les deux organisations.

La réélection d'Uhuru Kenyatta, contestée par l'opposition, a été suivie de plusieurs journées de protestation. La victoire de Kenyatta a été annulée le 1er septembre pour irrégularités par la Cour suprême. Un nouveau vote est prévu dans dix jours.

"Si la police s'est comportée de manière appropriée dans certains cas, dans beaucoup d'autres, elle a tiré sur les manifestants ou les a battus à mort", écrivent Amnesty et HRW dans leur rapport.

Cette enquête des deux ONG alourdit à 45, contre 37 précédemment, le bilan des violences post-électorales du mois d'août pour l'ensemble du Kenya.

La police kényane, qui assure que seuls des pillards ou des voyous ont été tués ou blessés, a qualifié le rapport publié lundi de "totalement erroné" et "fondé sur des mensonges".

Dans le même temps, de nouvelles manifestations à l'appel du candidat de l'opposition Raila Odinga ont été dispersées par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogène à Nairobi et dans une autre ville du pays.

Les opposants réclament des changements au sein de la commission électorale afin de garantir que le nouveau scrutin du 26 octobre sera libre et équitable.

Le gouvernement a interdit les rassemblements dans la capitale, à Mombasa et à Kisumu, bastion de l'opposition dans l'ouest du Kenya.

AFP

Tchad

## Un million de cas de paludisme recensés

■ Plus d'un million de cas de paludisme ont été recensés au Tchad en 2016, une maladie qui demeure un problème majeur de santé publique dans ce pays, ont indiqué les autorités sanitaires tchadiennes.

Sur une population totale estimée à 12 millions d'habitants plus d'un million de cas ont été enregistrés, dont plus de 700.000 confirmés dans les centres de santé, a déclaré Dr Yangar Miandjingar, directeur général adjoint de la Maladie environnementale au ministère tchadien de la Santé publique.

Le ministère tchadien de la Santé publique, à travers le Programme national de lutte contre le paludisme, a lancé lundi dans la capitale N'Djamena une opération de collecte des données sur les indicateurs du paludisme au Tchad. Cette opération est la deuxième du genre après celle de 2010 et vise à mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre le paludisme au cours des cinq dernières années et à avoir les données de base pour l'évaluation à mi-parcours de la stratégie 2014-2018. Le paludisme représente en effet 35,2% des décès, 30,5% des hospitalisations et 30,5% des consultations médicales, selon les dernières données du ministère de la Santé. Plus de 43% des cas concernent les enfants de moins de cinq ans.

En 2015, près de 800.000 cas ont été confirmés et plus de 1.500 décès déclarés liés au paludisme. Le pic a été atteint en 2013, avec un million de cas et 3.000 décès, surtout chez les enfants de moins de cinq ans (175 cas pour 1.000).

T. K.

# La Ligue arabe appelle à soutenir les institutions de sécurité

Le secrétaire général de la ligue arabe Ahmed Aboul-Gheit, a appelé les pays arabes et la communauté internationale à renforcer leur soutien apporté aux institutions de sécurité en Somalie, théâtre d'un attentat qui a fait plus de deux cents morts.

M. Aboul-Gheit a exprimé lundi, dans un communiqué, son soutien aux efforts

déployés par le gouvernement somalien pour vaincre les groupes terroristes, dont les Shebab. Le chef de la Ligue arabe s'est dit "choqué et attristé" par la mort des nombreuses personnes frappées par les deux attentats à la bombe perpétrés samedi à Mogadiscio, la capitale somalienne. Il a salué le communiqué publié par le Conseil de sécurité de l'ONU qui a condamné les

attentats et soutenu les efforts déployés pour parvenir à la sécurité et à la stabilité dans le pays africain.

Au moins 276 personnes ont trouvé la mort et 300 blessées dans l'attentat au camion piégé perpétré samedi dans le centre de Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie.

R. A.

# Iran : UE envoie Mogherini à Washington défendre l'accord nucléaire

**L'UE, qui veut sauver à tout prix l'accord nucléaire iranien, enverra sa Haute représentante Federica Mogherini à Washington, début novembre, pour plaider en faveur de ce compromis «crucial pour la sécurité de la région».**

Le président américain Donald Trump, qui s'est violemment pris au régime iranien, a refusé vendredi de "certifier" l'accord conclu en 2015, plaidé pour son durcissement par le Congrès et menacé d'un retrait des Etats-Unis si ses demandes n'étaient pas satisfaites. S'exprimant solennellement au nom des 28 pays de l'Union européenne, Mme Mogherini a martelé lundi à Luxembourg que l'accord était "mis en oeuvre avec succès" et estimé qu'il "garantit que le programme nucléaire de l'Iran reste exclusivement pacifique".

Aux yeux des Européens, ce nouveau grave différend avec le président américain --après son retrait de l'accord de Paris sur le changement climatique et sa dénonciation d'accords commerciaux-- pourrait avoir des répercussions bien au-delà du Moyen-Orient, en hypothéquant toute chance d'amener un jour la Corée du Nord à la table des négociations sur son programme atomique.

Dans un contexte de tensions maximales autour des activités balistiques et nucléaires du régime de Kim Jong-Un, "il risque d'être plus difficile d'ouvrir un dialogue ou une médiation avec la Corée du Nord" si l'accord iranien est "menacé ou démantelé" unilatéralement par Washington, a averti Mme Mogherini.

"Il est clair que les situations en Iran et en Corée du Nord sont extrêmement différentes, les phases de développement nucléaire sont différentes", a-t-elle reconnu.



## Impact négatif

Mais les ministres des Affaires étrangères de l'UE, réunis au Grand-Duché, "sont clairement inquiets" du fait que le débat américain sur l'accord iranien "pourrait avoir un impact négatif sur la possibilité d'ouvrir des négociations" avec Pyongyang, a-t-elle insisté.

Mme Mogherini devrait plaider ces arguments "début novembre" à Washington où elle rencontrera des responsables parlementaires et de l'administration Trump, alors que le Congrès a deux mois pour réagir au discours du président américain.

Toutes les autres grandes puissances (Russie, Chine, France, Allemagne, Royaume-Uni) signataires de l'accord nucléaire avec l'Iran avaient dès vendredi unanimement pris sa défense.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui mène les inspections sur les sites

nucléaires iraniens "n'a jamais constaté le moindre manquement à l'accord" de la part de Téhéran, a rappelé Mme Mogherini, qui a présidé les longues négociations ayant permis d'aboutir à ce compromis historique.

En Europe, les déclarations bellicieuses du locataire de la Maison Blanche donnent des sueurs froides aux chancelleries. Elles "peuvent nous conduire à revenir à une confrontation militaire" entre les Etats-Unis et l'Iran, s'est alarmé le chef de la diplomatie allemande Sigmar Gabriel.

"Géographiquement nous sommes très très près de l'Iran, beaucoup plus près que les Etats-Unis", a fait valoir son homologue luxembourgeois Jean Asselborn. "Il y a un risque d'une relance de la course à l'armement nucléaire", a estimé le ministre français Jean-Yves Le Drian.

L'UE s'inquiète également pour

les entreprises européennes qui ont timidement commencé à revenir en Iran après la levée des sanctions internationales liée à l'accord. Si le Congrès américain réimposait des sanctions, celles-ci risqueraient à coup sûr des poursuites outre-Atlantique.

## L'armée coréenne sanctionnée

Les essais de missiles balistiques de longue portée par Pyongyang ces derniers mois, et son essai nucléaire début septembre, ont provoqué de graves tensions avec les Etats-Unis, et fait renaître le spectre d'une guerre nucléaire.

La crise - nourrie par l'escalade verbale entre Donald Trump et Kim Jong-Un - est telle qu'aucun dialogue n'est à ce stade envisagé. Mais les Européens ne veulent pas que cette porte se ferme définitivement.

La Suède, par exemple, a "une présence diplomatique (en Corée du Nord) depuis le milieu des années 1970 et je pense qu'ils (le régime, ndlr) nous feront confiance, peut-être, pour faciliter des discussions quand ils seront prêts", a indiqué lundi la chef de la diplomatie suédoise Margot Wallström.

En attendant, l'UE a affiché lundi sa fermeté en adoptant de nouvelles sanctions contre Pyongyang, plus fortes que les sanctions de l'ONU déjà en place.

Les Européens ont notamment placé sur sa "liste noire" l'armée de la République populaire de Corée du Nord et son ministère de tutelle, dont les avoirs dans l'Union seront gelés. Il est désormais totalement interdit pour les entreprises de l'UE d'exporter du pétrole et d'investir en Corée du Nord, et les envois d'argent liquide vers ce pays depuis l'Union sont plafonnés à 5 000 euros. **AFP**

## Allemagne

# Merkel dit ne pas être affaiblie en dépit d'un revers électoral

La chancelière allemande Angela Merkel a assuré lundi ne pas être affaiblie par l'échec enregistré lors d'un scrutin régional par son parti conservateur, se disant "très confiante" avant des pourparlers difficiles pour former le prochain gouvernement.

Les conservateurs abordent ces négociations avec assurance: "c'est une évidence que nous sommes la force (politique) la plus importante", a déclaré Mme Merkel lors d'une conférence de presse. Son parti CDU a enregistré une

contre-performance dimanche lors d'un scrutin en Basse-Saxe (nord-ouest), où il a été devancé par les sociaux-démocrates du SPD (36,9% contre 33,6%).

"Je vais très confiante à ces pourparlers avec mes amis de la CDU et de la CSU", le parti bavarois allié de Mme Merkel, a assuré cette dernière.

"Je ne vois pas le résultat en Basse-Saxe comme étant une faiblesse", a encore insisté la chancelière, rappelant que la CDU avait tout de même remporté au prin-

temps dernier trois élections régionales d'affilée.

Les conservateurs de Mme Merkel, arrivés en tête aux législatives du 24 septembre mais avec un score historiquement bas, entament mercredi et vendredi des négociations avec les libéraux et les écologistes afin de tenter de former le prochain gouvernement allemand.

La tâche s'annonce d'ores et déjà rude pour la chancelière tant les désaccords sur des thèmes stratégiques comme l'Europe, la fiscalité,

l'immigration ou la politique étrangère sont nombreux.

Et si elle ne parvient pas dans les prochains mois à former cet attelage inédit, appelé "Jamaïque" en raison des couleurs symbolisant les partis et qui sont les mêmes que celles du drapeau de l'île des Caraïbes, de nouvelles élections pourraient être convoquées.

"Ca ne sera pas facile", a prévenu lundi Simone Peter, co-présidente des Verts. "Ca ne sera pas plus facile pour (les conservateurs) après ce week-end parce que la

CDU a été une fois de plus doucée", a-t-elle estimé.

"Merkel a été sévèrement touchée, et à mon avis, elle a été désavouée lors des législatives. C'est une ambiance de fin d'époque", a taclé le député SPD Carsten Schneider, dont le parti, qui a gouverné pendant huit ans en coalition avec Mme Merkel (2005-2009 puis 2013-2017), a décidé de siéger dans l'opposition après avoir encaissé un score historiquement bas aux législatives (20%). **AFP**

# A l'ONU, le fossé se creuse entre Washington et ses partenaires

La décision de Donald Trump de ne pas reconnaître que l'Iran applique l'accord nucléaire de 2015 devrait singulièrement compliquer les relations au Conseil de sécurité de l'ONU sur différents dossiers, de la Corée du Nord à la Syrie.



« **L'** accord est mort », tranche un diplomate sous anonymat. Selon lui, le renvoi de la balle par le président américain à son Congrès fragilise trop ce document de plusieurs dizaines de pages détaillées, validé par une résolution de l'ONU, pour lui faire tenir la route sur la durée.

Conclu après une dizaine d'années d'âpres discussions, il vise à encadrer les activités nucléaires iraniennes pour empêcher Téhéran d'acquiescer à l'arme atomique. L'accord international est contrôlé par l'agence onusienne chargée du nucléaire (AIEA) qui assure que Téhéran tient ses engagements, contrairement aux affirmations de Donald Trump.

Signataires, Paris, Berlin et Londres ont réaffirmé unanimement leur volonté d'appliquer l'accord. Plus virulente, la cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a contredit le président américain en assurant qu'il n'avait pas le pouvoir d'y mettre fin seul et "à tout moment", comme il l'a affirmé.

Après les décisions de quitter l'Accord de Paris sur le climat et l'Unesco, ces propos illustrent un fossé qui se creuse entre Washington et ses plus proches alliés euro-

péens, incapables d'inverser la décision américaine sur l'Iran malgré de multiples échanges depuis plus d'un mois.

"Cette décision va sévèrement compliquer la diplomatie au Conseil de sécurité sur de multiples sujets", prédit Richard Gowan, expert de l'European Council on foreign relations. "Trump s'est montré méprisant à l'égard de ses principaux alliés au Conseil, le Royaume-Uni et la France, en ignorant leurs vues sur l'Iran. A l'ONU, la Chine et la Russie vont essayer de souligner l'isolement des Etats-Unis".

"Tout cela arrange bien les Russes et les Chinois qui s'engouffrent dans le vide laissé par les Américains", abonde Alexandra Novosseloff de l'International Peace Institute.

## Dossier nord-coréen

Selon Richard Gowan, "les divisions sur l'Iran pourraient rendre difficiles les discussions sur d'autres crises à l'agenda de l'ONU, comme la Syrie ou l'Ukraine". Comment croire à l'avenir les "promesses diplomatiques" des Etats-Unis ? "Très peu de diplomates gardent leur confiance" en Washington, assure-t-il. "Les dossiers sont séparés, ont chacun leurs difficultés propres, et les Etats-Unis

sont difficiles en négociation sur tous les dossiers", relative Alexandra Novosseloff. "Beaucoup de dossiers au Conseil passent au-dessous du radar de la Maison Blanche", confirme un diplomate sous anonymat. En reconnaissant que "cela risque d'être plus compliqué pour ceux auxquels s'intéressera la présidence américaine".

Jusqu'à présent, la représentante américaine à l'ONU, Nikki Haley, bénéficie d'un fort crédit auprès de ses homologues du Conseil de sécurité. "Elle a un rôle très exceptionnel, une influence interne considérable. Elle prend ses ordres directement à la Maison Blanche, quand elle les prend", notait récemment l'un d'eux, européen.

Sur l'Iran, celle qui a rang de ministre dans l'administration américaine s'est distinguée de ses collègues à la Défense ou au Département d'Etat. Le chef du Pentagone, Jim Mattis, s'est prononcé pour garder l'accord alors que Nikki Haley embrassait la position de Donald Trump.

Selon une source diplomatique, c'est d'elle qu'est venue l'idée de non-certification de l'accord nucléaire iranien sans le "déchirer" comme le voulait initialement le président américain. Mais sur le fond, "elle ne connaît pas" le sujet du nucléaire ira-

nien. "Les arguments pragmatiques n'ont aucun poids face à une décision idéologique", regrette cette source.

Dans le dossier nord-coréen, Nikki Haley a réussi cet été à convaincre Chinois et Russes de s'associer à deux nouveaux trains de sanctions internationales contre Pyongyang. Le premier lui avait valu un mois de négociations, le deuxième avait été bouclé en une semaine. Qu'en sera-t-il des futures discussions sur cette crise ? Si jamais c'était le cas, "Pyongyang devrait encore moins avoir envie d'une négociation sérieuse avec les Etats-Unis, et voit maintenant que Trump est prêt à renier des engagements nucléaires", note Richard Gowan. "Cela va être encore plus difficile de persuader Pékin et Moscou d'approuver de nouvelles sanctions au Conseil de sécurité sur la Corée du Nord", ajoute-t-il, une affirmation largement partagée à l'ONU.

Nikki Haley a rejeté dimanche cet argumentaire, estimant sur la chaîne ABC que la remise en question de l'accord avec l'Iran "envoie un message parfait" à la Corée du Nord.

Pyongyang doit savoir, a-t-elle dit, que "nous n'allons pas nous engager dans un mauvais accord".

## Kirghizstan

### L'adversaire du vainqueur de la présidentielle appelle au calme

Le principal adversaire du vainqueur de l'élection présidentielle au Kirghizstan a appelé lundi ses partisans au calme au lendemain d'un scrutin devant ouvrir la voie à la première transition pacifique depuis l'indépendance de ce pays d'Asie centrale.

Déjouant les sondages qui prévoyaient un second tour, l'ex-Premier ministre Sooronbaï Jeenbekov, soutenu par le président sortant, a été élu dimanche avec plus de 54% des voix contre 33% pour Omourbek Babanov, également ex-Premier ministre et l'un des hommes les plus riches du pays.

Dimanche, un porte-parole de M. Babanov avait assuré à l'AFP que son équipe menait un "décompte parallèle" des bulletins, faisant craindre des troubles dans cette ex-république soviétique au faible niveau de vie. Mais l'oligarque a semblé lundi reconnaître sa défaite.

"Je voudrais demander aux électeurs de ne pas répondre aux provocations", a déclaré Omourbek Babanov.

"Je remercie les électeurs, toutes les personnes qui souhaitent un changement", a ajouté M. Babanov, ajoutant que "le temps nous montrera qui a raison et qui a tort".

Premier ministre d'avril 2016 à août 2017, Sooronbaï Jeenbekov, 58 ans, s'est présenté comme le candidat de la stabilité, prolongeant la ligne politique d'Almazbek Atambaïev, dont il est très proche.

Cette élection devrait voir la première passation de pouvoir pacifique entre deux présidents élus dans ce pays pauvre, considéré comme le plus démocratique d'Asie centrale, région où le règne à vie de présidents autoritaires est souvent la règle.

Le pays a été cependant secoué par plusieurs épisodes de violences ethniques et deux révolutions en 25 ans d'indépendance, qui ont vu la chute du chef de l'Etat en place en 2005 puis en 2010, avant l'élection d'Almazbek Atambaïev en 2011.

Selon l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), qui a déployé une mission d'observation sur place, l'élection présidentielle a été "techniquement bien organisée" avec un "large choix pour les électeurs".

Mais "la mauvaise gestion des fonds publics, des pressions sur les électeurs et des achats de vote continuent à préoccuper" l'OSCE, a indiqué l'un des représentants de cette mission, Azaï Gouliev, lors d'une conférence de presse lundi.

"Il existe également des inquiétudes concernant la neutralité de la Commission électorale centrale (CEC)", a-t-il ajouté.

Le scrutin a réuni environ trois millions d'électeurs avec un taux de participation de 56%, selon la CEC. La majorité des centaines de milliers de Kirghizes travaillant en Russie, souvent en situation irrégulière, n'a cependant pas pu prendre part au vote, faute de s'être enregistré auprès de leur ambassade.

## Félicitations de Poutine

Considéré comme un des hommes les plus riches du pays et ex-Premier ministre du président sortant Almazbek Atambaïev, Omourbek Babanov, 47 ans, s'était dit dimanche "totalement confiant" dans sa victoire, tout en accusant les services de sécurité de "préparer des provocations" pour influencer le résultat du scrutin.

De son côté, Sooronbaï Jeenbekov, soutenu par Almazbek Atambaïev, a "remercié" dimanche soir ses opposants d'avoir "rendu cette élection compétitive".

Dans un télégramme, le président russe Vladimir Poutine a félicité Sooronbaï Jeenbekov, poulain de l'ex-président, qui a oeuvré au rapprochement de Bichkek et Moscou.

Sous la présidence d'Almazbek Atambaïev, le Kirghizstan a intégré l'Union économique eurasiatique, la zone de libre échange créée par Moscou, tout en cherchant auprès de la Chine un soutien économique vital pour son développement. Le mandat de M. Atambaïev a été épargné par la violence, mais n'a pas été exempt de mesures répressives et de tensions à l'approche de l'élection. Le scrutin s'est déroulé majoritairement dans le calme, bien qu'émouvé par l'annonce de l'arrestation d'un ancien député que les services de sécurité accusent d'avoir voulu provoquer des troubles après l'annonce des résultats. La crainte d'incidents a également dissuadé certains électeurs d'aller voter. Les divisions régionales et ethniques ont aussi joué un rôle clé dans le scrutin : le vote la minorité ouzbèke, particulièrement visée lors des violences ethniques de 2010, était ainsi crucial.

Portugal et Espagne

# Des incendies de forêt font 39 morts

**Au moins 39 personnes sont mortes dimanche et lundi dans les incendies qui font rage actuellement au Portugal et dans le nord de l'Espagne, rapportent les autorités.**

**L**e Portugal, qui se remet à peine des feux de forêt les plus meurtriers de son histoire - 64 morts en juin dernier -, porte le plus lourd fardeau avec 36 morts et 63 blessés, un bilan qui pourrait encore s'alourdir.

Les pompiers luttent contre une cinquantaine d'incendies au Portugal et une cinquantaine d'incendies en Galice, dans le nord de l'Espagne, où les trois autres décès ont été recensés.

Le gouvernement portugais a



lancé un appel à l'aide internationale et déclaré un état d'ur-

gence dans toutes les régions situées au nord du Tage, soit la moitié du territoire portugais continental.

"Nous faisons face à de nouvelles conditions climatiques", a déclaré la ministre portugaise de l'Intérieur, Constança Urbano de Sousa. "Dans cette ère de changement climatique, de telles catastrophes sont devenues une réalité à travers le monde", a-t-elle ajouté, prenant l'exemple des feux meurtriers en Californie.

Les flammes, attisées par les vents violents soufflant dans le sillage de la tempête tropicale Ophelia, ont dévasté des terres particulièrement sèches après un été très chaud.

Certains incendies ont été déclenchés par des pyromanes, ont déclaré les autorités des deux pays.

La majeure partie des incen-

dies qui sévissent en Galice sont d'origine criminelle, a déclaré le chef du gouvernement régional, Alberto Nunez Feijoo, dans une interview à la radio.

L'épaisse fumée affecte la visibilité et freine l'action des bombardiers d'eau. De la pluie est cependant attendue lundi et mardi, ce qui devrait faciliter le travail des secours.

Le gouvernement de Lisbonne a été critiqué pour la lenteur et l'inefficacité de sa réponse. Le manque de politique de prévention des incendies est également pointé du doigt.

Le Premier ministre, Antonio Costa, a néanmoins refusé de limoger sa ministre de l'Intérieur et a défendu l'action de son gouvernement.

"Nous sommes confrontés à un problème structurel. Ce n'est

pas le moment de démissionner mais de trouver des solutions. Tout cela doit déboucher sur des réformes, pour apporter les réponses dont le pays a besoin pour que les choses ne restent pas en l'état", a-t-il déclaré.

"Nous sommes conscients que le pays attend des résultats et nous menons une course contre la montre après des décennies de négligence", a ajouté Antonio Costa.

Les incendies au Portugal représentent 40% environ de la surface incendiée cette année dans l'Union européenne, alors que le pays ne représente que 2,1% de la superficie totale de l'UE. Cette proportion est proche sur une période plus longue, puisque 36% de la surface incendiée dans l'UE entre 2008 et 2016 se trouvait sur le territoire portugais.

Reuters

## Harcèlement sexuel

### La justice américaine requiert les documents relatifs aux accusations visant Trump

■ L'équipe de campagne de Donald Trump a reçu l'ordre par la justice de remettre tous les documents en sa possession relatifs aux diverses accusations de harcèlement sexuel ayant visé l'ancien candidat, selon le document judiciaire publié par BuzzFeed News (en anglais), dimanche 15 octobre.

Cette injonction, faite en mars 2017, a été émise par la justice américaine dans le cadre d'une plainte en diffamation déposée par Summer Zervos, une ancienne candidate du programme de télé-réalité "The Apprentice" présenté durant des années par Donald Trump.

Cette plainte accuse le président américain d'avoir fait "plusieurs déclarations mensongères et diffamatoires" à l'encontre de Summer Zervos après que celle-ci l'a accusé de l'avoir caressé et d'avoir tenté de l'embrasser de force, en 2007, dans un hôtel de Los Angeles. Selon la plainte, "M. Trump était devenu totalement obsédé, qualifiant Mme Zervos et toutes ses accusatrices de menteuses ayant des arrières-pensées inavouées".

L'injonction oblige l'équipe de campagne de Donald Trump à remettre à la justice l'ensemble des documents qu'elle pourrait détenir ayant un lien avec "toute accusation" ayant visé le candidat républicain et lui reprochant "d'avoir soumis" une femme "à des contacts sexuels non consentis et/ou à des comportements sexuels inappropriés".

Summer Zervos et plusieurs autres femmes avaient fait des accusations similaires après la diffusion en octobre 2016 d'un enregistrement vidéo datant de 2005, dans lequel le futur candidat se vantait "de pouvoir choper [les femmes] par la chatte". "Quand t'es une star, elles te laissent faire", ajoutait-il. Donald Trump avait banalisé ses déclarations comme de simples "propos de vestiaires" et avait contre-attaqué en qualifiant ses accusatrices de menteuses.

France Tv Info

## Vietnam

### Le bilan des inondations grimpe à 75 morts

■ Le bilan des victimes des inondations et des glissements de terrain dus aux intempéries qui affectent le nord et le centre du Vietnam, s'est alourdi à 75 morts, ont indiqué mardi les autorités locales.

Les glissements de terrain et les inondations ont également fait 28 disparus et 38 blessés dans les régions sinistrées, a précisé le Comité de prévention et contrôle des catastrophes naturelles du Vietnam.

Parmi les 75 victimes, 24 se trouvaient dans la province de Hoa Binh (nord), 17 dans la province de Yen Bai (nord), 16 dans la province de Thanh Hoa (centre), neuf dans la province de Nghe An (centre), six dans la province de Son La (nord), deux à Hanoi et une dans la province de Quang Tri (nord).

Le Vietnam est frappé par plus d'une dizaine de tempêtes ou de typhons chaque année: d'après les chiffres officiels, près de 170 personnes sont mortes ou ont disparu dans ces intempéries depuis le début de l'année.

Mi-septembre, le passage dévastateur d'un des plus puissants typhons de ces dernières années, Doksuri, avait ravagé le centre du pays, faisant 11 morts.

Les tempêtes frappent principalement entre mai et octobre, durant la mousson, et la côte centrale de ce pays d'Asie du Sud-Est est la plus régulièrement touchée. L'an passé, 248 personnes ont été tuées dans des catastrophes naturelles, selon les derniers chiffres des autorités.

G. M.

## ONU

# Appel à combattre la faim, la pauvreté et les conflits dans le monde

**L'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé à investir dans la sécurité alimentaire et le développement rural pour changer l'avenir des migrations. A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2017 (16 octobre), la FAO a rappelé que chaque année, des millions de personnes abandonnent leurs maisons pour échapper à la faim, à la pauvreté et aux conflits. "De plus en plus de personnes migrent car elles ne peuvent pas rester dans leurs maisons ou sur leurs terres", a déclaré José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO lors d'une cérémonie organisée pour la Journée au siège de l'Organisation à Rome en présence du Pape François, du Président de

Madagascar, Hery Martial Rakotoarimanana Rajaonarimampianina, et de plusieurs responsables gouvernementaux en charge de l'agriculture et de l'alimentation, selon un communiqué publié lundi par l'ONU.

"Nous travaillons à lutter contre les causes profondes de la migration, telles que la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités, le chômage et le manque de protection sociale", a ajouté M. Graziano da Silva.

Il a appelé à "renforcer l'environnement dans lequel vivent les gens, renforcer leur résilience et leur garantir des moyens d'existence afin de leur donner la possibilité de mener une vie digne". La Journée mondiale de l'alimentation est marquée cette année par la hausse des souffrances

liées à la faim à travers le monde - une première depuis plus d'une décennie. 815 millions de personnes soit 11% de la population mondiale, souffrent de la faim. Ces chiffres s'expliquent en grande partie par la prolifération de conflits violents et de chocs liés au climat qui sont d'importants facteurs conduisant à la migration de détresse.

La FAO estime que la migration devrait être un choix et non une nécessité.

Entre 2008 et 2015, 26,4 millions de personnes en moyenne se déplaçaient

chaque année suite à des catastrophes météorologiques. Selon les dernières estimations, au total, il y aurait à travers le monde près de 244 millions de migrants, soit plus de 40 fois plus qu'en 2000.

L. M.

El Khroub (Constantine)

# Ouverture d'un conservatoire communal des arts et de la musique

Un conservatoire communal des arts et de la musique vient d'être ouvert dans la commune d'El Khroub (wilaya de Constantine), a indiqué lundi à l'APS, la directrice de l'office des sports, de la culture, des loisirs et du tourisme.



Cette structure, située au sein du Centre culturel Mohamed El Yazid proposera des ateliers destinés à l'apprentissage du

violon, du piano et de la guitare ainsi que les fondamentaux du quatrième art et à l'écriture de scénarios, a précisé Mme. Soraya Sbiri, indiquant que les adhérents

pourront bénéficier de cours théoriques et pratiques trois fois par semaine, et seront encadrés par des spécialistes. Cette même source a souligné que l'ouverture de cet ins-

titut, premier du genre dans cette ville, permettra essentiellement de développer les capacités des amateurs et de les former dans le domaine de l'art, ajoutant que des manifestations cycliques, animées par des étudiants, seront prochainement organisées.

Après avoir parlé du «rôle important» de l'art dans le développement de la pensée en sus de mettre à l'abri l'adhérent contre les fléaux sociaux, tout en lui donnant l'occasion de consacrer son temps libre à quelque chose d'utile, Mme Zebiri a ajouté que l'apprentissage au sein de ce conservatoire municipal se fera en premier lieu en tronc commun afin d'identifier les penchants et les orientations du stagiaire.

Elle a également affirmé que le calendrier des cours tiendra compte des horaires des stagiaires scolarisés, soulignant que les cours débuteront prochainement dès qu'un groupe d'au moins 10 stagiaires sera constitué, d'autant que les inscriptions se poursuivent.

Cette nouvelle structure vient s'ajouter au Conservatoire Abdelmoumène-Bentoubaï, situé au centre-ville de Constantine, lequel a vu défiler beaucoup d'artistes qui se sont illustrés sur la scène artistique locale. **R. N.**

«Mostaganem, capitale du théâtre 2017»

## Lancement de la semaine théâtrale de Chlef

■ Le coup d'envoi de la semaine culturelle théâtrale de la wilaya de Chlef a été donné dimanche soir au Théâtre régional Djillali-Benabdelhalim, dans le cadre de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre 2017».

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle, qui s'étale jusqu'au 18 octobre, a été marquée par la présentation de la pièce *Anissatane* du metteur en scène Hocine Mahmoud Kinani, produite par l'association Nassamet Fania de Chlef. Une autre pièce de cette association intitulée *Un voyage à la recherche du livre* du metteur en scène Madani Mustapha Habib, destinée aux enfants, a été programmée hier.

Par ailleurs, l'association des arts et de formation de jeunes de Chlef présentera, cette semaine, deux œuvres *El Aouda Lil Hayat* du réalisateur Saïda Rabéa destinée aux adultes et la deuxième *Djawharat et koutoub oua bou'souha* du même metteur en scène, destinée aux enfants.

Pour rappel, la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre 2017» a été lancée en mars dernier pour une année sous le slogan «Célébrons la ville, célébrons le théâtre».

Des semaines culturelles théâtrales des wilayas de Constantine, Annaba, Batna, Tissemsilt, Mascara, Aïn Defla, Souk Ahras, Tizi Ouzou et Tlemcen ont été déjà organisées en attendant d'autres théâtres régionaux et de wilayas. **L. M.**

## Salon national des amateurs de collection

# Une cinquantaine de participants

Une cinquantaine de participants venus de 16 wilaya prennent part à la 3<sup>ème</sup> édition du Salon national des amateurs de collection qui s'est ouvert lundi en fin d'après-midi à la Maison de la culture Emir-Abdelkader de la ville à l'initiative de la direction locale de la culture.

En sus du raffermissement des liens professionnelles et d'amitié entre les collectionneurs de photos, timbres, cartes postales, pièces de monnaie et billets de banque, cette manifestation culturelle de trois jours, organisée sous le slogan «La collection, entre passe-temps et identité», vise, notamment, à «faire ancrer chez les jeunes les rudiments de la collection et de la leur faire aimer», a indiqué la directrice de la culture

de la wilaya, Fatima Bekkara.

Cette manifestation qui intervient à la célébration des événements du 17 Octobre 1961 vise également à «montrer des pans de l'histoire de l'Algérie à travers l'exposition de timbres ou de cartes postales relatant des faits historiques ou celle de personnalités de premier plan ayant laissé des traces indélébiles dans le combat du peuple algérien à l'image de l'Emir Abdelkader», a-t-elle ajouté.

Soutenant que la collection est un art, elle a fait part de l'organisation au deuxième jour de cette manifestation de visites d'élèves des différents paliers de l'enseignement en vue de se familiariser de plus près avec cette activité et d'en découvrir le côté

passionnel à travers des ateliers mis en place en la circonstance.

La première journée de ce salon a été marquée par l'organisation d'une exposition durant laquelle des collectionneurs de photos, timbres, cartes postales, pièces de monnaie, billets de banque, voire d'étiquettes de boîtes de fromages, ont fait étalage de leur savoir-faire, multipliant d'ingéniosité pour accaparer l'intérêt des visiteurs.

Un don de 1 000 titres au profit de la bibliothèque principale de Aïn Defla ainsi qu'une vente par dédicace de l'écrivain Mohamed Maâmeri de Aïn Defla auront lieu au cours de ce salon, selon les organisateurs. **R. N.**

## Expérience théâtrale

# Les conditions du succès

Le succès de l'expérience théâtrale est tributaire de la place qui y est accordée à la littérature populaire, ont soutenu, lundi à Biskra, les participants à la 6<sup>ème</sup> édition du Séminaire arabe, ouvert dimanche dernier, sur le rôle de la littérature populaire dans le théâtre ouvert.

Pour le Dr. Mohamed Aribi du Liban, le succès du théâtre

auprès du public est intrinsèquement lié à la littérature qui jaillit des coeurs et des consciences des gens pour en exprimer les préoccupations les plus intimes. Pour l'intervenant, «les comédies musicales des frères Rahbani ont parfaitement traduit ce rapport complémentaire entre la littérature populaire et le théâtre qui ont mutuellement besoin l'un de l'autre».

De son côté, le Dr. Fatma Hamdi a considéré, dans sa lecture de la pièce *El Bouhali oua El bazooka*, que le théâtre exige un niveau de langage créatif pour décrire les profonds tourments de la société.

Quant à l'Egyptien Hamad Khaled Chouaïb, il a soutenu que l'utilisation du patrimoine populaire littéraire, comme source d'inspiration au théâtre, rend

ce dernier plus proche de son public, citant en exemple l'expérience du théâtre des marionnettes qui s'inspirent d'histoires vraies. Cette rencontre de trois jours est organisée à la salle El Fikr oua El Adab par l'Association algérienne pour la littérature populaire en coordination avec la commune de Biskra. **H. M.**

«La fidélité est avant tout une question d'amour.»

Suzanne Ratelle-Desnoyers



# FEMMES

ILS ONT DIT :

«La fidélité, c'est quand l'amour est plus fort que l'instinct.»  
Paul Carvel

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Brigitte Macron, une première dame «intellectuellement à la hauteur»

**Brigitte Macron peut compter sur le soutien de ses amis, au premier rang desquels Stéphane Bern. L'animateur ne manque jamais une occasion de porter aux nues son amie.**

**S**téphane Bern a été nommé par Emmanuel Macron en tant que «Monsieur Patrimoine». Une mission que l'animateur télé prend très à cœur, d'ailleurs il a déjà reçu des centaines de lettres de Français le sollicitant. Mais ce passionné d'histoire connaissait le couple Macron avant qu'Emmanuel Macron n'entre à l'Élysée : leur amitié, elle dure depuis 3 ans, depuis que Stéphane Bern a failli écraser celui qui n'était pas encore président. Pas revancharde, Emmanuel Macron lui aurait lancé un «ma femme vous adore». La suite on la connaît. Proche du couple, l'animateur de France TV et les Macron partagent l'amour des belles

lettres, de l'histoire, de la culture. Dans une interview au *Point*, il revient sur cette amitié et ne tarit pas d'éloges sur Brigitte Macron dont il loue les qualités humaines et intellectuelles : «C'est vrai que j'éprouve pour lui des sentiments d'amitié, c'est quelqu'un que j'ai vu grandir en quelque sorte. Et j'ai encore plus d'affection pour Brigitte Macron». Et de poursuivre plus lyrique : «Parce qu'elle est vraiment une femme d'exception. J'ai vu beaucoup de premières dames, et intellectuellement, Mme Macron est vraiment à la hauteur. Elle se pose des questions que les autres, avant elle, ne se sont pas nécessairement posées... On parle ensemble de Chateaubriand, Flaubert, littérature, enseignement... On partage l'amour de l'histoire, du patrimoine et de la culture». Entre deux compliments, on retiendra un coup de griffe, en creux, pour les précédentes premières dames... Valérie Trierweiler, journaliste et auteur du roman *Le Secret d'Adele*, Carla Bruni chanteuse et auteure de textes pour plusieurs artistes tels que Julien Clerc ou encore Julie Gayet, actrice et productrice reconnue et primée au Festival de Cannes, pour ne parler que les plus récentes.



### MINCEUR



**C**hrono-nutrition, Dukan, Atkins... Pas facile de s'y retrouver dans la jungle des régimes minceur ! Nous avons demandé son avis à la coach des stars, Julie Ferrez, pour vous aider à faire le bon choix.

#### ET LE MEILLEUR DES RÉGIMES EST...

«Aucun !», explique Julie Ferrez. «Le meilleur des régimes c'est de ne pas faire de régimes ! Tous ces régimes à la mode c'est du

marketing pur et simple. Ne vous laissez pas piéger. Si, déjà, vous arrivez à faire trois vrais repas par jour, sans sauter le petit déjeuner par exemple, c'est très bien et c'est un excellent début pour mincir. Il faut vraiment appliquer les bases de l'équilibre alimentaire si on veut rester mince. Or la plupart de ces régimes ne permettent pas de manger de tout ce qui provoque faim et frustration. Et vous craquez,

## QUEL EST LE MEILLEUR RÉGIME AMINCISSANT ?

reprenez etc. Rien ne sert de maigrir si c'est pour faire le yo-yo avec sa ligne.»

#### LES RÉGLES D'UN BON RÉGIME ALIMENTAIRE

Julie Ferrez : «Évitez d'associer protéines (viandes, poissons, volailles) et glucides seuls (riz, pâtes, pommes de terre...) dans une même assiette. Vous devez vous débrouiller pour qu'il y ait toujours une portion de légumes dans votre assiette et qu'elle soit supérieure à votre part de glucides. Si vous ne mangez pas de légumes avec vos glucides, vous allez avoir une digestion lente et cette envie terrible de faire la sieste après le repas ! Mais surtout

vous pouvez bloquer les mécanismes d'élimination de votre corps et tout simplement bloquer votre perte de poids.»

#### MANGEZ DES FRUITS EN DEHORS DES REPAS

Julie Ferrez : «Je vous déconseille de manger des fruits crus à la fin du repas car ils entraînent une fermentation dans l'estomac qui freine le transit. Mangez des fruits crus 30 minutes avant ou après le repas mais pas à la fin de votre repas. En revanche, tous les fruits cuits peuvent se manger en dessert. Une compote de pommes à la fin du repas c'est très bien.»

### BIEN-ÊTRE

## STRESS, MANQUE D'ÉNERGIE... LES BIENFAITS DES HUILES ESSENTIELLES

**F**aciles d'utilisation, en roll-on ou en flacon, les huiles essentielles possèdent de nombreuses vertus. Plurielles.fr vous explique comment procéder pour profiter de leurs bienfaits.

#### L'APPLICATION

Les huiles essentielles sont très concentrées et quelques gouttes suffisent pour qu'elles soient efficaces. Inutile donc d'en mettre beaucoup ! Une posologie claire est généralement fournie avec chaque flacon ou roll-on pour une efficacité optimale.

Les huiles essentielles peuvent s'appliquer à la naissance du cou, sur le plexus solaire, sous les oreilles ou sur les poignets. Évitez soigneusement le contour des

yeux et des lèvres qui pourraient être irrités.

#### POUR CALMER LE STRESS

Privilégiez le lavandin qui relaxe le corps et l'esprit, le géranium qui aide à retrouver un bon équilibre nerveux, le romarin et la menthe des champs qui chassent les idées négatives.

Pour un effet rapide, appliquez quelques gouttes de ces huiles sur le plexus solaire.

#### POUR UN RÉCONFORT RAPIDE

Si vous venez d'apprendre une mauvaise nouvelle ou que vous êtes en situation de choc, tournez-vous vers des huiles essentielles à base de compo-

sants qui vous apporteront un réconfort rapide. La sauge sclérée aide à évacuer la pression, la verveine calme l'anxiété et la menthe verte permet de se recentrer sur soi. Appliquez quelques gouttes à la naissance du cou, sous les oreilles ou sur les poignets.

#### POUR RETROUVER DE L'ÉNERGIE

Si vous manquez de vitalité, certaines huiles essentielles peuvent vraiment vous booster. Le pamplemousse stimule et dynamise, l'eucalyptus oxygène le corps et la cannelle donne du tonus. Appliquez les huiles à base de ces composants sur les poignets ou en haut du cou.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information  
Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

## SPORTS

## Championnats du monde 2017 "juniors" de Judo

### L'EN avec six représentants en Croatie

■ L'Algérie sera représentée par six judokas (3 garçons et 3 filles) aux Championnats du monde 2017 "juniors", prévus du 18 au 22 octobre à Zgreb (Croatie), a annoncé lundi la Fédération algérienne de la discipline (FAJ). Il s'agit de Youcef Mokhtar Zallat (-73 kg), Oussama Ramdane Temri (-90 kg) et Mustapha Yasser Bouamar (-100 kg) chez les garçons, ainsi que Rania Benlahouaoui (-48 kg), Khadidja Saïdi (63 kg) et KENZA Naït Ammar (-63 kg) chez les filles. La compétition était initialement prévue en Corée du Nord, mais vu les tensions géopolitiques au tour de ce pays, il a été décidé d'en confier l'organisation à la Croatie, qui a déjà abrité les Championnats d'Europe "vétérans", du 15 au 18 juin dernier.

Championnat arabe des clubs de Cyclisme à Biskra

## Les cyclistes du GSP dominant

■ Les cyclistes du Groupement sportif des pétroliers (GSP) se sont illustrés, lundi à Biskra, lors du championnat arabe des clubs en dominant l'épreuve de course sur route qui clôture la compétition. Le coureur Hamza Yacine du GSP a ainsi remporté la médaille d'or de l'épreuve individuelle, signant un chrono de 3h 54min 21sec. La médaille d'argent est revenue au Tunisien Benacer Hassan du club de la Banque de l'habitat, tandis que la médaille de bronze a été remportée par le coureur algérien Abdallah Benyoucef du GS Pétroliers. Hamza Yacine a été également sacré champion arabe de la catégorie des U 23, suivi de ses deux compatriotes Abderraouf Benkayou du club Atlas Blidéen et de Mansouri Hamza du Vélo club Sovac. Au classement général par équipes, la première place a été remportée par le GS Pétroliers (Algérie), la seconde par le Vélo club Sovac (Algérie) et la troisième par le club de la Banque de l'habitat (Tunisie). L'épreuve de la course sur route a été parcourue sur une distance de 154,1 km et a débuté de la Place de la Liberté de la capitale des Ziban en direction des communes d'El Outaya, Tolga et El Hadjab puis retour vers Biskra, au point de départ.

Equipe nationale

# Madjer répondra à ses détracteurs



**S**achant bien qu'il ne fait pas l'unanimité autour de lui et chez la majorité des fans et des spécialistes de la balle ronde, le très probable nouveau sélectionneur national, Rabah Madjer, prépare sa riposte pour répondre à ses détracteurs qui seraient contre sa nomination à la tête de la sélection nationale. Ainsi, l'ancienne star des Verts des années 80 refuse pour le moment de s'exprimer et affirme qu'il ne le fera qu'après la signature officielle de son contrat qui devrait le lier à l'EN et qui devrait intervenir au plus tard aujourd'hui, étant donné qu'il devrait tenir une conférence de presse en compagnie des

membres de son staff ce jeudi. Madjer sait qu'il est attendu au tournant et ce pour une multitude de raisons, et en premier à cause de sa longue inactivité. Il faut savoir que ce dernier est resté 15 ans au chômage sans avoir suivi aucune autre formation depuis la dernière fois où il avait prêté sa sélection en 2002. Ce même technicien avait critiqué la fédération pour avoir ramené un entraîneur (Rajevac) qui était resté cinq ans au chômage. Le prochain sélectionneur des Verts n'a aussi pas les diplômes qu'il faut et est seulement titulaire d'une attestation de présence dans un stage de quinze jours dans le centre de Clairfontaine en France réservé

aux anciens joueurs africains francophones auquel il a prêté part et qui ne lui confère pas le droit de travailler avec. Cela va à l'encontre des lois mises en application par les autorités du football national qui stipulent que tout entraîneur qui souhaite diriger une équipe professionnelle de Ligue I ou II devrait être titulaire d'un diplôme de CAF "A", et qui s'applique aussi pour la sélection nationale qui accepte l'équivalence européenne. Madjer est dans de beaux draps et devra répondre à toutes ses interrogations des férus de la balle ronde nationale, dont une bonne partie ne comprennent pas sa désignation à la tête de l'EN, surtout que celle-ci est appelée à disputer des échéances très importantes, même avec son élimination pour la course au Mondial 2018.

Imad M.

## Supercoupe d'Algérie 2017

### Le match maintenu le 1<sup>er</sup> novembre au 5-juillet ou à Constantine

■ Le président de la Ligue de football professionnel (LFP) Mahfoud Kerbadj a affirmé lundi que la domiciliation du match de la Supercoupe d'Algérie 2017 entre l'ES Sétif et le CR Belouizdad sera tranchée mardi à l'issue d'une réunion avec les responsables de l'Office du complexe olympique (OCO) Mohamed-Boudiaf, avançant l'éventualité de délocaliser cette rencontre au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine dans le

cas où l'enceinte d'Alger ne sera pas prête. "Comme tout le monde le sait, le stade du 5-juillet a fait l'objectif de travaux d'entretien saisonniers de la pelouse, je ne sais même pas s'il est en mesure d'abriter une rencontre de football. Nous allons nous réunir mardi avec les responsables de l'OCO pour trancher la question de programmer le match de Supercoupe au 5-juillet, sinon nous serons obligés de la délocaliser à Constantine le 1er novembre à

16h00 ou 17h00. Notre priorité reste de jouer au 5-juillet", a affirmé à l'APS le premier responsable de l'instance dirigeante de la compétition. Le stade du 5-juillet a fait l'objet de travaux d'entretien saisonniers de la pelouse. Entre-temps, l'enceinte olympique a abrité des matchs de l'USM Alger et du MC Alger dans le cadre des deux compétitions africaines inter-clubs, disputés sur une pelouse en piteux état. "Nous avons pris toutes nos dispositions

avec les responsables du stade de Constantine dans le cas où le 5-juillet ne sera pas prêt", a ajouté Kerbadj, soulignant que le match ne fera pas l'objet de report. Le stade de Constantine avait déjà abrité la Supercoupe d'Algérie en 2015, dont le titre était revenu à l'ES Sétif face au MO Béjaïa (1-0). La Supercoupe d'Algérie oppose cette saison le détenteur du championnat l'ES Sétif au vainqueur de la Coupe d'Algérie le CR Belouizdad.

## FC Naples

### Ghoulam débouté dans son affaire contre l'ASSE

■ Le défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne football) Faouzi Ghoulam a été débouté lundi par le conseil des prud'hommes de Saint-Etienne de sa demande de requalification de son CDD (contrat durée déterminée) en CDI (contrat durée indéterminée) à son ancien club de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France), rapportent les médias locaux. Outre le latéral gauche algérien, l'international français de Stoke City (Premier league anglaise) Kurt Zouma a été lui aussi débouté. Les deux anciens stéphanois sont même condamnés à verser des indemnités à l'AS Saint-Etienne. Le conseil des prud'hommes de la ville les a déboutés de leurs demandes et des 2,8 millions d'euros qu'ils réclamaient à leur ancien club, estimant qu'elles étaient mal fondées ou prescrites. Les deux joueurs ont en outre été condamnés à verser chacun 3000 euros à la société ASSE Loire pour "procédure abusive et dilatoire". Les deux anciens Verts demandaient la requalification en CDI de leurs CDD, estimant qu'il y avait eu une rupture abusive de leurs contrats de travail début 2014. Au titre de rappels de salaires, congés payés, primes, indemnités de préavis et dommages et intérêts, ils réclamaient 1,7 million d'euros pour Kurt Zouma et 1,13 million d'euros pour Faouzi Ghoulam.

## Coupe d'Afrique des nations de Rugby (niveau C)

### Allam(entraîneur national) : "Nous viserons la victoire en Zambie"

■ L'entraîneur de la sélection algérienne de rugby, Boumediene Allam, a indiqué lundi à Alger, que les "Verts" visaient la victoire face à la Zambie, le 4 novembre prochain à Mufulira (Zambie), pour le compte de la phase finale de la coupe d'Afrique des nations-2017 (niveau C). "Notre objectif est clairement la victoire en Zambie, on va faire une mission commando car ce sera chez eux et devant leur public. Ils vont tout faire pour nous vaincre, c'est pour cela qu'on doit bien préparer cette rencontre même si la mission n'est pas aussi facile", a déclaré le coach national lors d'une conférence de presse organisée par la Fédération algérienne de rugby (FAR). "On n'a pas beaucoup d'informations sur notre adversaire mais on connaît les

valeurs de cette discipline dans le sud du continent africain. Ils sont des techniciens du rugby. Avec notre potentiel et notre niveau, on pourra s'imposer mais nous irons là-bas tout en restant prudents car tout est possible dans le sport", a fait savoir Allam qui veut éviter de mauvaises surprises. Les préparatifs pour ce rendez-vous africain ont été entamés lors du mois d'avril avec un premier stage, suivi par un second en juillet. "Pour préparer cet événement de la meilleure des manières, nous avons organisé deux stages aux mois d'avril et de juillet, de quatre jours chacun. Lors du premier stage, il y avait 45 joueurs contre 30 au second où nous n'avons pris que les meilleurs", a précisé le sélectionneur national avant d'enchaîner: "La

majorité de nos joueurs évoluent en France, les autres sont de Roumanie, Pologne, Angleterre, Espagne et Nouvelle-Zélande. Certains sont encore jeunes pour intégrer le groupe mais ce sont des réservistes pour le futur". Selon la même source, en cas de victoire (la confrontation aura lieu en aller-retour), l'Algérie accèdera au niveau B qui compte six nations. Le niveau C, qui devait comporter quatre nations, n'en compte finalement que deux, à savoir l'Algérie et la Zambie, après le retrait du Cameroun et du Nigeria. "Au début, on était quatre nations et nous allions jouer un mini-championnat mais le Cameroun s'est retiré pour des problèmes financiers et administratifs. De même pour le Nigeria", a conclu Allam.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Maroc

## Le procès des militants du mouvement du Rif à nouveau ajourné

Le procès des militants du mouvement de contestation dans la région du Rif au nord du Maroc, a été une nouvelle fois ajourné mardi par la justice marocaine, alors que leurs soutiens qui ont organisé un sit-in pour dénoncer leurs conditions de détention et réclamer leur libération, s'inquiètent pour leur santé. Un des prévenus qui comparait devant la cour d'appel de Casablanca avec 20 autres militants et sympathisants du Hirak s'est évanoui dans la salle d'audience et a été évacué en ambulance, selon l'AFP. Dans une ambiance houleuse, marquée par de vifs échanges entre les avocats, la cour venait de décider d'ajourner l'audience au 24 octobre. C'est le troisième report des débats. «Ce procès prend beaucoup de temps et va créer une situation de tension, de malaise. Nous n'avons pas besoin de ça», a déclaré un des avocats de la défense, Mohammed Ziane, cité par la même source.

Les 21 accusés, âgés d'une vingtaine d'années pour la plupart, ont été arrêtés entre fin mai et juin à Al-Hoceïma (nord), épice de la contestation, et transférés à la prison Oukacha à Casablanca. Poursuivis pour «atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat, tentatives de sabotage, de meurtre et de pillage ou conspiration contre la sécurité intérieure», ils risquent jusqu'à 20 ans de prison. 12 d'entre eux suivent une grève de la faim depuis près d'un mois et leur état de santé suscite de vives inquiétudes chez les associations de défense des droits de l'homme, qui appellent à leur libération. Lors de la précédente audience, début octobre, les avocats de la défense avaient déposé une demande de liberté provisoire ou, à défaut, une hospitalisation des grévistes de la faim, sans résultat. Aux abords du tribunal, plusieurs militants ont organisé un sit-in pour dénoncer leurs conditions de détention et réclamer leur libération. Récemment, l'ONG EuroMed Droits a appelé les autorités marocaines à «libérer toutes les personnes arbitrairement détenues» suite au mouvement de contestation du Rif et à «abandonner les charges retenues contre elles», regrettant «la réaction sécuritaire des autorités marocaines qui se sont engagées sur la voie de la répression». «Il est impératif que les autorités marocaines respectent les droits des prisonniers, veillent à leur santé, à leur intégrité physique et psychologique», a ajouté l'ONG, rappelant que «le Maroc a ratifié la Convention contre la torture des Nations unies et l'administration pénitentiaire est tenue de respecter le droit international en assurant, entre autres, à ses détenus l'accès à des procédures juridiques leur permettant de contester leur détention et leur traitement, et leur permettre de communiquer sans entrave avec leur famille et leurs avocats». Depuis plus de deux semaines, de nombreux détenus du mouvement de contestation Hirak ont entamé une grève de la faim pour dénoncer le caractère arbitraire de leur procès et les conditions de leur détention. La même cour de Casablanca doit se pencher mardi sur une autre affaire liée à la contestation populaire née après la mort tragique de Mouhcine Fikri, vendeur de poissons broyé par une benne à ordures alors qu'il cherchait à récupérer sa marchandise confisquée par la police fin octobre 2016 à Al-Hoceïma. Déjà condamné à un an de prison ferme pour avoir «appelé à prendre part à une manifestation interdite», le 20 juillet à Al-Hoceïma, le journaliste et directeur du site d'information Badil, Hamid El Mahdaoui, doit comparaître pour «manquements à son obligation de porter à la connaissance des autorités une tentative de nuire à la sécurité intérieure de l'Etat». La date du procès du leader du mouvement, Nasser Zefzafi, n'est, elle, pas encore connue.

T. K.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



## Financement de Nicolas Sarkozy par le colonel Kadhafi Un nouveau livre lève le doute



Un nouvel ouvrage de deux journalistes, Fabrice Arfi et Karl Laske, lève tout doute sur le financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy par le colonel Maâmmar Kadhafi, assasiné le 20 octobre 2011 à Syrte après sa capture.

Avec les compliments du Guide (Fayard, 391 pages), fruit de six années d'enquête, retrace, grâce à des témoignages et des documents inédits, l'histoire secrète de «compromissions à visages multiples» avec la Libye de Kadhafi, montrant, preuve à l'appui, que la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 a été bel et bien financée par le leader libyen.

L'essai de deux journalistes de Mediapart, journal électronique qui avait révélé les dessous de l'affaire, est «un travail minutieux, documenté et argumenté, qui indique que le début du conflit de Sarkozy avec le leader a commencé lorsque

l'agence de presse libyenne Jana avait annoncé, le 10 mars 2011, la révélation d'un secret qui va entraîner la chute de Sarkozy, voire son jugement en lien avec le financement de sa campagne électorale et la déclaration à la télévision de Kadhafi, le même jour, qu'il a aidé Sarkozy à prendre le pouvoir», indiquant qu'«il lui a donné de l'argent avant qu'il ne devienne président».

Le livre revient sur le journal personnel de l'ancien Premier ministre, Choukri Ghanem, retrouvé noyé à Vienne, dans lequel ce dernier parle d'une somme de 1,5 million d'euros à Sarkozy et d'une autre envoyée par Saïf el-Islam, fils de Kadhafi, de 3 millions d'euros.

Le beau-frère de Kadhafi, Abdellah Senoussi a également envoyé à Sarkozy 2 millions d'euros, selon les auteurs du livre qui indiquent, sans être sûrs, que les émissaires, dont Zaïd Takieddine et Alexandre Djouhri, ont empêché une

partie des sommes avant de les remettre à destination».

D'après les révélations, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, Boris Boillon, a été «contrôlé en 2013 à la gare du Nord (Paris) avec 350 000 euros et 40 000 dollars, l'ancien secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, n'arrive pas à justifier, devant la justice, les 500 000 euros perçus par l'intermédiaire de circuits panaméens et l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, a touché la même somme, par les mêmes circuits.

Une note signée par le chef des services libyens, Moussa Koussa, publiée d'ailleurs par Mediapart, faisait état d'un accord de principe pour verser 50 millions d'euros en soutien à la campagne de Nicolas Sarkozy, mais sur cette somme promise, précisent les auteurs, 20 millions auraient été donnés directement à Boris Boillon et à Claude Guéant en espèces, citant un ancien cadre libyen qui a témoigné devant la police.

Le livre, qui ne traite pas des conditions de l'assassinat du guide libyen, indique que «12 jours après l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence française, il a téléphoné à Kadhafi pour lui dire : «Je garde un magnifique souvenir de la qualité des analyses que j'ai entendues de vous et je compte sur votre prière, Monsieur le Guide».

R. N.

Jijel

## Arrestation d'un élément de soutien aux groupes terroristes

Un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté lundi à Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 16 octobre 2017, un élément de soutien aux groupes terroristes à Jijel (5ème RM)», précise-t-on de même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP «ont saisi, à El Oued

(4ème RM), Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam (6ème RM), trois véhicules tout-terrain, 6,38 tonnes de denrées alimentaires, 12 quintaux de cuivre et divers outils d'orpaillage», tandis qu'un autre détachement de l'ANP, des gardes-frontières et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté trois narcotrafiquants, 27,3 kg de kif traité et 772 comprimés de psychotropes à Tlemcen (2ème RM) et Oum El Bouaghi (5ème RM)». Par ailleurs, «61 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Naâma, Béchar, Adrar et In Guezzam», ajoute le communiqué.

H. M.

ACTU...

12 personnes ont été arrêtées

## Tentative de harka déjouée à Annaba

Une tentative d'émigration clandestine a été déjouée par les éléments du groupement de gendarmerie de la wilaya de Annaba et 12 personnes qui s'apprétaient à monter sur une embarcation de fabrication artisanale ont été arrêtées, a-t-il été indiqué, lundi, dans un communiqué de ce corps de sécurité.

Agissant sur informations, les gendarmes ont surpris les membres de ce groupe sur la plage d'Oued Semhout dans la commune de Seraïdi, selon le même communiqué.

Outre l'interpellation des mis en cause, âgés entre 20 et 34 ans, et originaires des wilayas de Annaba, Mila, Aïn Defla et Alger, deux embarcations de fabrication artisanale, trois moteurs, un appareil de navigation maritime et 500 litres d'essences ont été saisis lors de l'opération, est-il indiqué.

R. B.

## Accidents de la circulation 39 morts en une semaine

Trente-neuf personnes ont trouvé la mort et 1 278 autres ont été blessées dans 1 186 accidents de la circulation enregistrés durant la semaine du 8 au 14 octobre 2017 au niveau national, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Oued où six personnes sont décédées et 24 autres ont été blessées dans 20 accidents de la circulation, note la même source. Durant la même période, 12 534 interventions ont été effectuées pour la prise en charge de 1 574 blessés traités par les équipes de secours médicalisés de la Protection civile sur les lieux des accidents et l'évacuation de 10 617 malades vers les structures sanitaires. En outre, 2 308 interventions ont été effectuées pour l'extinction de 1 813 incendies urbains, industriels et autres.

Y. K.

## Naama Saisie de 74 kg de kif traité et arrestation de deux individus

Les éléments de la Sûreté de wilaya de Naama ont saisi dernièrement 74 kg de kif traité ainsi qu'une arme à feu au niveau de la bande frontalière de cette wilaya, a-t-on appris hier de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Les services de la police de Naama ont réussi, la semaine dernière, à démanteler un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogue au niveau de la zone frontalière et à saisir une quantité de 74 kg de kif outre une arme à feu, deux véhicules et une somme d'argent.

Deux individus impliqués dans ce trafic ont été également arrêtés, indique-t-on de même source.

Les individus arrêtés, le propriétaire de la drogue et son fournisseur, ont été présentés devant le magistrat instructeur pour les besoins des procédures judiciaires.

R. H.